

**« IRAN, ÉTAT-UNIS,
OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS CONDUIT-ELLE ? »**

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica.....	7
 <i>« L'Iran face à ses adversaires. »</i> par M. Jean-Claude Cousseran, Diplomate, secrétaire général de l'Académie diplomatique internationale, directeur général de la Sécurité extérieure de 2000 à 2002	10
 <i>« La crise du nucléaire iranien »</i> par M. François Nicoullaud, Diplomate, ambassadeur de France en Iran de 2001 à 2005	18
 <i>« Le rituel répétitif de la crise Iran États-Unis »</i> par M. Pierre Conesa, Ancien haut fonctionnaire de la Défense, auteur de <i>Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite</i> (Robert Laffont : 2016), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	29
 <i>« L'impuissance stratégique de l'Occident au Moyen-Orient »</i> par M. Renaud Girard, Grand reporter, chroniqueur international au <i>Figaro</i>	36
 Débat final	47

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

J'ouvre nos travaux en remerciant les participants qui ont répondu à notre invitation : M. Cousseran, ancien directeur général de la Sécurité extérieure de l'État ; M. Nicoullaud, ancien ambassadeur de France en Iran de 2001 à 2005, dont j'apprécie les analyses toujours très aiguës et pertinentes ; M. Conesa, ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense, auteur de plusieurs essais brillants¹ et par ailleurs membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica ; M. Renaud Girard, grand reporter au service international au *Figaro*, dont chacun connaît la chronique hebdomadaire (le mardi).

« *Iran, États-Unis, où la crise au Moyen-Orient nous conduit-elle ?* », tel est notre sujet.

La crise actuelle pourrait nous conduire à un accord. C'est ce qu'avait affirmé le Président Trump en mars 2018 quand il avait rompu le JCPoA (*Joint Comprehensive Plan of Action*) conclu en 2015 par la précédente administration Obama pour encadrer le développement du nucléaire iranien. Un nouvel accord est-il envisageable ? Cela semble peu probable dans l'immédiat, d'abord parce que l'Iran se refuse à toute négociation tant que les sanctions rétablies par les États-Unis resteront en vigueur, ensuite en raison du rejet suscité par le plan Jared Kushner – concernant la coexistence d'Israël et de la Palestine – même chez les membres de la Ligue arabe pourtant divisés sur beaucoup de questions. Ce rejet, qui est celui des opinions publiques dans le monde musulman en général, vient encore compliquer la donne.

Cela pourrait-il aboutir à un changement de régime ? Certaines expressions américaines le laissent penser. Mais les forces existent-elles pour cela ? D'autre part, c'est évidemment contraire aux principes de la Charte des Nations Unies.

¹ Citons notamment *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016).

La troisième hypothèse est l'embrasement du Golfe, avec les conséquences que cela pourrait avoir, notamment les conséquences économiques sur le plan mondial à travers le prix du pétrole.

L'enlèvement, jusqu'où ? Les élections qui auront lieu aux États-Unis au mois de novembre permettront peut-être d'y voir plus clair. En tout cas elles pèsent d'ores et déjà sur une situation de crise qui n'est pas conjoncturelle mais structurelle et remonte très loin. On peut en voir les racines dans le coup d'État qui avait conduit à l'éviction de M. Mossadegh en 1953, dans le renversement du Shah et l'arrivée au pouvoir en 1979 de l'ayatollah Khomeini et de l'idéologie de la République islamique d'Iran. Tout cela méritera d'être examiné.

M. Cousseran nous aidera à mieux cerner la société iranienne, le système politique, la réalité de l'Iran. Quand je présidais la Fondation de l'Islam de France, j'avais retenu une thèse consacrée par une jeune femme, Youna Eskandari, aux racines intellectuelles de l'idéologie khomeiniste²... un objet que nous n'identifions pas facilement.

Ensuite M. Nicoulaud nous parlera particulièrement du problème nucléaire iranien qui est au cœur de l'accord de 2015, même s'il n'est pas la seule motivation de la dénonciation de 2018.

Puis nous aborderons les problèmes plus liés à la géopolitique. M. Conesa traitera de la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran, de leur antagonisme, de la guerre qui sévit au Yémen autour des rebelles Houthis et de l'intervention saoudienne qui dure depuis déjà trois ans.

Naturellement, nous élargirons la vision parce que l'Iran est présent en Syrie et en Irak. Un des résultats des deux guerres du Golfe est que l'Irak est devenu un enjeu entre les États-Unis et l'Iran. Les partis proscrits au temps de Saddam Hussein, le parti islamique Dawa et le parti CSII (Conseil suprême islamique irakien) qui, à l'époque, étaient plus ou moins réfugiés en Iran, et en tout cas ne se montraient pas trop, sont revenus aux commandes parce que les États-Unis ont

² *L'utopie métaphysique de la Révolution islamique d'Iran. Lectures croisées de Platon et René Guénon dans les écrits de Morteza Motahhari et Ruhollah Khomeini*, Youna Eskandari, EHESS, 2019. Sous la direction de Sabrina Mervin. Christian Jambet présent au jury.

défini pour l'Irak une constitution à base communautariste accordant une part majoritaire aux chiïtes, les sunnites arabes n'étant plus qu'un petit quart de la population (les Kurdes sont également des sunnites). Il faut préciser toutefois qu'il n'y a jamais d'accord sur les pourcentages, les sunnites prétendant être majoritaires tandis que les chiïtes se disent largement majoritaires... Quelle entente peut-il y avoir entre les États-Unis et l'Irak pour que les gens de Dawa et du CSII, ces partis plus ou moins inféodés à Téhéran, soient revenus au pouvoir ? Je m'intéresse à ce qui se passe dans cette région depuis très longtemps mais je comprends mal la raison pour laquelle les premiers ministres irakiens en exercice depuis 2006 sont tous d'anciens membres de Dawa, à l'exception du dernier qui était proche du CSII actuel que la rue récuse. Cela fait partie des choses qui restent pour moi un peu mystérieuses.

J'ai évoqué le Yémen.

En Syrie, les milices chiïtes iraniennes, en particulier la force Al-Qods, ont joué un rôle important pour permettre au régime de Bachar el-Assad de survivre de 2013 à 2015. C'est à ce moment-là que l'intervention russe a fait, semble-t-il, pencher la balance. Mais la présence de milices chiïtes d'origine iranienne ou afghane a joué un rôle important.

Il y a également le Hezbollah au Liban.

À Gaza le Hamas, qui n'est pas chiïte, bénéficie quand même d'un certain soutien de la part de l'Iran.

Tout ceci dessine un paysage assez complexe. Sur le plan régional, il y a plusieurs enjeux. On a parlé du nucléaire, on parle de l'environnement régional et, si on essaye de réfléchir de manière aussi cartésienne que possible, on se pose la question de savoir quelle est la priorité de la politique étrangère américaine. La priorité des États-Unis est-elle la Chine, dont ils se sont aperçus qu'elle montait très haut à l'horizon du XXI^{ème} siècle ? Ou bien est-ce l'Iran qui n'est quand même pas une puissance négligeable ? Ce grand pays, cette grande civilisation, à mi-chemin entre l'Europe et l'Inde, n'est pas, avec ses 83 millions d'habitants, un défi majeur pour les États-Unis. C'est une puissance qui a une influence régionale incontestable et même peut-être prépondérante aujourd'hui, résultat d'ailleurs des guerres du Golfe au Moyen-Orient, mais ce n'est pas la Chine, dont le PIB dépasse aujourd'hui celui des États-Unis. Quelle est la réelle priorité américaine ? On a l'impression que les dirigeants américains sont eux-mêmes assez divisés sur cette question.

Essayons d'y voir clair sur un sujet aussi compliqué.

Je donne la parole à M. Cousseran.

JEAN-CLAUDE COUSSERAN

L'Iran face à ses adversaires

Merci, Monsieur le ministre.

Ce qui se passe aujourd'hui avec l'Iran, avec ses voisins, avec les puissances concernées, procède d'abord de l'histoire de l'Iran et de cette région. Histoire millénaire mais aussi histoire récente. Les événements d'aujourd'hui mettent en lumière un héritage spécifique à l'Iran mais aussi un système stratégique iranien qui a été bâti depuis une vingtaine d'années autour d'une doctrine d'action, d'influence et de contrôle, tout à fait sophistiquée. Il y a ensuite les scénarios que vous avez évoqués, tous marqués d'une grande incertitude sur l'avenir des confrontations qui sont engagées.

L'histoire de l'Iran c'est d'abord l'Iran historique, millénaire, 3 500 ans au moins d'existence étatique. C'est celui que nous connaissons, celui des Achéménides, des Sassanides, des Safavides. C'est l'Iran dominant. C'est celui que les Grecs ont rencontré à Marathon et à Salamine. C'est aussi cette nation iranienne qui a fait l'expérience de la défaite, de l'occupation (par Alexandre, par Rome, par Byzance) et dont l'histoire est marquée de conflits et de violences. Il en ressort des éléments qui sont dans son patrimoine aujourd'hui : le nationalisme iranien et persan, tout à fait dominant, qui devient parfois un nationalisme chiite, mais aussi une forme de mémoire du pouvoir, d'expérience politique, de capacité stratégique.

La deuxième phase de l'Iran est la Révolution islamique. Après le régime du Shah, un régime pro-occidental et dévoué aux intérêts régionaux américains, l'Iran, sous la direction de Khomeini – qui n'a plus rien du Khomeini ouvert au dialogue qu'il semblait être, dans son exil, à Paris – s'engage véritablement dans un islam radical dirigé contre l'Occident et les États-Unis. Il faut se souvenir qu'à

l'époque un livre important dans l'islam politique, celui de Saïed Qotb³, l'un des penseurs des Frères musulmans, est traduit par Khameneï, qui est alors l'un de ceux qui connaissent bien la pensée des Frères musulmans en Iran. Cette ligne de Khomeïni, qui prend son essor après la prise de l'ambassade américaine, devient effectivement une ligne de combat et de confrontation avec l'extérieur, et en particulier avec les États-Unis. Dès 1980, avec la guerre contre l'Irak, l'Iran fait l'expérience de la défaite, de l'isolement, de l'encerclement. Il fait – difficilement – l'apprentissage de cette réalité. Il faut bien dire que les Iraniens l'ont payée extrêmement cher. L'Iran est à ce moment-là et pour des années un pays sans alliés qui ne compte que des adversaires : tout son environnement et la plupart des puissances, dont la France qui a largement participé à cette aventure en vendant, pour une part à crédit, des armes à Saddam Hussein, en fournissant des avions de combat, de supériorité aérienne, et jusqu'à un dispositif de recherche nucléaire : Osirak.

La troisième phase est l'après-guerre. Après quinze ans de combats avec l'Irak, d'isolement, de coalition contre leur pays, les Iraniens s'attachent à la reconstitution d'une capacité militaire mais surtout à la définition d'une politique et d'une stratégie défensive et offensive. Il s'agit bien de mettre en place les moyens d'une action cohérente face à la menace extérieure. Cette troisième phase voit une montée progressive en puissance de l'appareil politico-militaire iranien, avec trois moments :

- L'affirmation des pouvoirs du Guide et du noyau islamiste khomeïnite en Iran, qui s'est rapidement imposé comme une position de pouvoir majeure et très souvent dominante.

- La constitution de structures politiques militarisées. À côté de l'armée officielle, tenue en défiance au début de la République islamique, se constituent, dès la révolution, des structures spécialisées : les Gardiens de la Révolution, organisation qui fédère l'ensemble des groupes révolutionnaires qui ont été les troupes militantes de la révolution, les *bassidjis*, issus d'une mobilisation très organisée par le pouvoir, puis la force Al-Qods, dont Jean-Pierre Chevènement a parlé, un élément puissant mêlant des anciens combattants regroupés et, en même

³ *L'Avenir dans le territoire de l'Islam*, de Saïd Qotb (*Ayandé dar Ghalmroé Eslam*).

temps, le début d'une unité de forces spéciales destinées en priorité aux actions extérieures.

- Une stratégie des communautés chiïtes de la région :

À la fin de la guerre avec l'Irak s'affirme très clairement une stratégie des « *proxies* », avec l'idée que l'Iran doit absolument sortir de ses frontières, utiliser les acquis qu'il peut avoir parmi les communautés chiïtes, exploiter ces solidarités et en faire quelque chose, en termes de soutien, de mobilisation et de contrôle. On observe la multiplication des liens politiques, religieux, militaires, sociaux, culturels avec ces différentes communautés en commençant par le Liban. Le symbole de tout ceci est le Hezbollah qui, au départ, était une structure modeste regroupant une partie des éléments radicaux du mouvement chiïte Amal. Les Iraniens vont se servir de la confusion politique au Liban pour muscler ce mouvement naissant et profiter du réveil des chiïtes libanais, après des siècles de marginalisation, pour aider le Hezbollah à devenir un instrument politique et militaire utilisable au Liban et au-delà.

En Syrie on assiste, dans les années 60, à un mouvement qui donnera une partie importante du pouvoir aux alaouites, une des branches du chiïsme. Le parti Baas prend le contrôle du pays en 1958 mais, en 1963, le contrôle du parti, avec la désignation de Hafez el-Assad, passe dans les mains de militants alaouites qui, depuis cette époque, tiennent d'une main de fer le régime de Damas.

En Irak, aussi, l'action américaine, engagée en 2003, va donner une part essentielle du pouvoir aux factions chiïtes dont beaucoup sont soutenues, mobilisées, équipées, financées et dirigées depuis l'Iran.

Qu'y a-t-il dans cette stratégie ? Que recouvre cette doctrine politique militaire de l'Iran constituée après la guerre avec l'Irak ?

Elle procède d'abord d'une analyse des forces. Les Iraniens voient clairement que le combat ne peut pas se limiter aux frontières de l'Iran. Ils voient bien que leurs espoirs stratégiques : défendre le territoire iranien, faire partir les Américains du Moyen-Orient, retrouver une capacité d'influence dans la région, dissuader Israël... sont des objectifs irréalistes avec les seules capacités de l'Iran qui sort affaibli de la guerre. Ils analysent la politique de leurs adversaires. Ils voient bien que les États-Unis, surpuissants dans la région, ont tout un ensemble de capacités qui surclassent les leurs. Dès avant le moment de Barack Obama, ils

perçoivent clairement le souhait des États-Unis de ne pas s'installer durablement dans un conflit régional après l'opération irakienne, tout en gardant la capacité de frapper d'éventuelles avancées iraniennes au-delà des lignes rouges américaines. Barack Obama et son souci de négocier accréditent la vision américaine d'un désengagement progressif, limité et raisonné, du Proche-Orient. À partir de là, les Iraniens essaient d'évaluer quelles sont leurs possibilités, quelles sont les zones ou les terrains sur lesquels ils peuvent construire leurs réseaux, organiser leurs moyens, identifier les objectifs possibles. Ils observent aussi la stratégie d'Israël qui mène une politique active contre les actions iraniennes, une politique de *containment*, mais qui ne souhaite pas un grand embrasement. Israël, qui redoute des pertes civiles ou militaires, cherche à limiter les capacités de nuisance de l'Iran et de ses alliés, à affaiblir les supplétifs de l'Iran et leurs réseaux, à les éloigner des frontières d'Israël mais il ne vise pas le grand affrontement sauf hypothèse nucléaire.

Dans ces limites, les Iraniens vont s'efforcer de bâtir peu à peu une stratégie extérieure cohérente et volontariste, conforme à leur situation et à leurs capacités : stratégie asymétrique, stratégie du faible au fort évitant la confrontation inégale mais cherchant ponctuellement à exploiter les faiblesses et les vulnérabilités de l'adversaire.

Cette stratégie comporte plusieurs éléments :

La prudence, d'abord à l'égard de l'adversaire, la continuité et la cohérence du *leadership* politique ensuite, garantie par l'autorité du Guide, la combinaison aussi de forces conventionnelles progressivement restaurées (l'armée traditionnelle modernisée et rééquipée (missiles, UAV...) et de moyens d'action non conventionnels animés par les Gardiens et la force Al-Qods, notamment les groupes et les milices formées localement ou amenées de l'extérieur (comme les *fatemiyoun* afghanes et les *zaynabiyoun* pakistanaïses engagées notamment en Syrie). Sur chacun de ces objectifs, l'Iran va se chercher des supplétifs, des partenaires, des alliés.

Au cœur de cette stratégie, il y a d'abord, comme je l'ai dit, la mobilisation des communautés chiïtes au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen, jusqu'à Bahreïn et même dans les provinces chiïtes de l'Arabie saoudite. L'Iran va même nouer des contacts avec le Hamas, pourtant sunnite.

Le Hezbollah, organisation complexe, moderne et sophistiquée capable de conduire, bien au-delà du Liban, des actions politiques et militaires est utilisé en Syrie, en Irak et jusqu'au Yémen : le Hezbollah est tout à la fois un commandement politique, un appareil militaire, un service spécial actif, une machine financière et une entreprise de communication, avec une capacité à gérer tout cela. Le système ainsi défini dispose de différents modes d'action : alliance, emprise politique, subversion, intervention militaire, manipulations et jusqu'à l'utilisation du terrorisme (Drakkar, au Liban, ou al-Khobar, en Arabie Saoudite). L'ensemble est évidemment piloté, financé, équipé, instruit par l'Iran, essentiellement par la structure politique des Gardiens de la révolution et avec le concours de la force Al-Qods. Année après année, les Gardiens de la révolution se sont dotés d'une réelle capacité de *management*. Qassem Soleimani, avec les gens qui sont autour de lui, a été l'architecte, le gestionnaire, l'analyste, qui a conçu et dirige l'action de cet ensemble de moyens.

Avec l'expérience, ils ont appris peu à peu une gestion prudente de l'escalade. Au cœur de leur politique, ils entendent construire, hors de leurs frontières, face aux adversaires potentiels, que ce soient les États-Unis, que ce soit Israël, des moyens, des réseaux et une capacité de nuisance qui compensent la faiblesse de leurs propres moyens.

Ils entendent aussi structurer, à partir des « *proxies* », une capacité régionale de présence, d'influence et de contrôle. Ils vont tenter de bâtir un système dissuasif avec un cordon défensif, une capacité de forces projetables et un système d'alliances locales.

En pratique, le Hezbollah, produit emblématique de cette politique, semble parfois avoir tenté, face à Israël, au Sud Liban, d'établir une situation de quasi-dissuasion. Il est tout à fait étonnant de voir un groupe politique non étatique arriver au bout de quelques années et de plusieurs confrontations sanglantes à une telle situation avec un État qui est une des grandes puissances et, au Proche-Orient, la grande puissance. La stabilité de ce type d'arrangement n'est pas acquise, elle est évidemment instable et menacée.

Comment fonctionnent ces mécanismes de dissuasion ?

L'attaque contre Qassem Soleimani était une attaque maximale, punitive, préventive, dissuasive. La réaction iranienne devait être aussi très dure,

maximaliste, préventive mais aussi punitive. En pratique, l'escalade anticipée n'a pas eu lieu. La réaction iranienne a été limitée, maîtrisée, la réaction américaine a été précautionneuse. L'incident est important et intéressant. Est-il le prélude à un vaste affrontement ? Il n'a pas débouché sur la guerre dont personne, semble-t-il, ne veut. Les États-Unis ont montré qu'ils pouvaient agir durement, frapper fort et être au maximum de leur dissuasion. Les Iraniens ont montré qu'ils pouvaient gérer une situation de tension extrême et la gérer précautionneusement, calmement. Au fond, chacun a traité cette crise avec une capacité de gestion assez fine.

Des questions se posent.

La dissuasion américaine, qui est structurée, réfléchie et puissante, est-elle efficace ? Sert-elle l'apaisement, la négociation sous la menace, le retour à une situation pacifiée ? Prépare-t-elle, au contraire, une inévitable solution militaire, « la paix par la force » ? Sert-elle, au contraire, une situation intermédiaire : affrontement possible / stabilité provisoire ?

Une très forte mise en scène comme celle de la dissuasion américaine, avec une menace très importante, a une efficacité évidente. Cette efficacité est-elle durable ? Fonctionne-t-elle dans tous les cas, dans la longue période ? Sauf exception, les Iraniens restent dans la logique de la confrontation asymétrique. Ils évitent l'affrontement là où leurs adversaires essentiels sont engagés. Ils essaient de contourner les sanctions. Ils essaient de jouer de leurs technologies, que ce soient les technologies des missiles de précision, que ce soient les technologies cyber qu'ils ont utilisées en Arabie saoudite et peut-être ailleurs.

En réalité le problème de la dissuasion américaine est ailleurs. La dissuasion américaine, maximale, impliquerait une présence des États-Unis, un management actif, une volonté de gérer effectivement, et dans le détail, la force américaine dans cette région. Or tout cela ne cadre pas avec le discours de retrait, la crainte de l'enlèvement qui est aujourd'hui la ligne officielle des États-Unis. Là est la différence avec Barack Obama qui voulait partir mais avait une stratégie de menace liée à une stratégie de négociation, ce qu'il avait montré dans le JCPoA (*Joint Comprehensive Plan Of Action*). Mais Donald Trump n'a pas de stratégie de négociation.

Israël, l'autre acteur majeur, désormais en première ligne, conduit depuis trois ou quatre ans une politique de *containment* raisonné face à l'Iran et face aux actions iraniennes en Syrie, au Liban et autour d'Israël. Israël surveille ce que fait l'Iran, observe chacune des implantations iraniennes et frappe quand il le juge nécessaire. Cette politique de *containment* signifie : vous n'irez pas plus loin que ceci... Effectivement Israël bloque l'approvisionnement du Hezbollah et des milices à l'œuvre en Syrie en matériel de guerre, casse les installations technologiques et notamment les zones de fabrication de missiles de précision. Il bombarde aussi un certain nombre de positions et de postes militaires iraniens qui constituent un réseau et un dispositif à partir duquel on pourrait menacer les frontières israéliennes.

Il y a aussi du côté israélien la surveillance obsessionnelle du programme nucléaire iranien centrée sur le suivi, la compréhension des étapes du programme nucléaire et l'analyse des hypothèses d'une reprise éventuelle de ce programme, cette surveillance est un élément fondamental pour les Israéliens.

Cette politique de *containment* israélienne a donné des résultats. Les capacités iraniennes ont été restreintes et effectivement les Iraniens ont reculé. Ils ne sont plus présents aux abords du Golan. Ils ont reculé en Syrie sur plusieurs points et un certain nombre de positions iraniennes ont été détruites. Ils subissent le *containment* mais ils essaient de le contourner, de le gérer, d'affirmer au contraire leur capacité à déployer ailleurs leurs forces et leur présence. Malgré cette situation, malgré les pressions américaines, malgré la politique israélienne de *containment*, ils continuent à développer des activités, à être offensifs vis-à-vis d'Israël et au-delà de leurs frontières, à travers un certain nombre d'actions au Liban, en Syrie, en Irak, où on constate la force des milices manipulées et gérées par l'Iran, et parfois l'action, désormais reconnue, de structures et de personnels iraniens.

Tout ceci provoque évidemment une inquiétude israélienne. Quelques *think tanks* israéliens évoquent aujourd'hui la révision nécessaire de la politique israélienne vis-à-vis du Hezbollah et des actions iraniennes dans la région, que ce soit au Liban ou en Syrie. Un certain nombre de ces *think tanks* commencent à parler de la possibilité d'une nouvelle guerre au Liban ou d'une action en Syrie, précisément pour ne pas laisser à l'Iran la capacité de reconstruire peu à peu les réseaux et les structures offensives qui toucheraient aux équilibres et aux lignes rouges fixées par Israël.

Au-delà de ces scénarios d'escalade et de dissuasion dont mes collègues vont parler, deux autres questions, deux autres interrogations pèsent sur ce conflit.

La première est la question de la négociation : comment expliquer que depuis des années – à part sur le nucléaire, alors même que sur ce sujet complexe une négociation sérieuse, équilibrée, politique, a pu s'établir – il n'y ait rien eu de semblable sur tous les autres domaines de la relation avec l'Iran, rien qui annonce la possibilité de conciliation ou de compromis ?

Deuxième interrogation : quelle sera l'évolution des sociétés civiles dans la région ? En effet, pendant que nous discutons de questions géopolitiques, de tensions, de forces, on a pu observer en Syrie, au Liban, en Irak, en Iran, un soulèvement de la jeunesse et un ensemble de mouvements politiques et sociaux significatifs qui apparaissent comme un élément majeur des équilibres futurs dans la région. Comment en tenir compte ? Comment évaluer la portée du phénomène ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur.

Je me tourne vers Monsieur l'ambassadeur Nicoulaud qui va nous parler du dossier qui avait cristallisé les oppositions, le débat et la négociation qui avait abouti à l'accord JCPoA de 2015.

La crise du nucléaire iranien

Merci, Monsieur le ministre.

Comment se fait-il que les États-Unis aient laissé s'installer en Irak des gouvernements issus de partis chiïtes proches de l'Iran ? me demandiez-vous. La réponse est très claire : les Américains ont introduit en Irak un virus extrêmement dangereux qui s'appelle la démocratie. À partir du moment où la Constitution du pays appliquait des principes démocratiques, la loi de la majorité, qui est chiïte, jouait. Parmi ces chiïtes, le parti Dawa et le Conseil suprême de la révolution irakienne étaient également très proches de l'Iran. Les États-Unis ont dû très vite s'incliner devant cette influence iranienne. Ils ont essayé de composer, de négocier la nomination de gens qui ne leur soient pas trop opposés mais ils ont, à vrai dire, à moitié réussi. En fait, tout ceci relève du désastre de l'intervention en Irak. Avec beaucoup de clairvoyance, le Président Chirac avait dit à G. W. Bush avant l'intervention : « Vous allez au désastre, vous allez introduire en Irak le pouvoir des chiïtes. » C'est bien ce qui s'est passé.

Le Moyen-Orient est à l'heure actuelle dans une situation hautement volatile, comme en témoignent toute une série d'incidents récents. Sans atteindre le niveau dramatique des épisodes de la guerre Irak-Iran, ou de la première et deuxième interventions d'une coalition en Irak, la situation est lourde de dangers. Tout le monde a le sentiment que les pays de la région négocient ou s'affrontent au bord du gouffre.

Au cœur de tout cela, l'Iran, apparaît comme une menace pour son environnement.

Il est une menace pour les pays du Golfe persique et quelques autres, pour l'essentiel par son poids spécifique : ses 80 millions d'habitants en font un géant même face à l'Arabie saoudite, à plus forte raison face aux différents Émirats. Il est aussi une menace en raison de l'idéologie de la Révolution islamique : on parle du « Guide suprême de la Révolution *islamique* », non du « Guide suprême de la révolution *iranienne* », ce qui signifie que la révolution iranienne a vocation à s'étendre à l'ensemble du monde musulman. Il s'agit de se débarrasser des régimes

impies et des mauvais musulmans de la même façon qu'à l'époque de la Révolution française on voulait se débarrasser des tyrans. Les révolutionnaires iraniens, se considérant comme les meilleurs musulmans, ont voulu imposer à l'ensemble du monde musulman leur vision de l'islam et d'une société islamique commandée par les docteurs de la foi, ce qui était évidemment tout à fait inacceptable pour leur environnement.

L'Iran est aussi une menace pour Israël. Dès les débuts de la Révolution islamique, Khomeini a pris position très clairement pour la destruction de l'État d'Israël. S'agissait-il d'aller le détruire ou de prédire qu'un jour il disparaîtrait ? Les exégètes s'affrontent. En fait cela n'a jamais traversé l'esprit des Iraniens de déclencher une guerre contre Israël même si, pendant la guerre Irak-Iran, Khomeini avait déclaré que la conquête de Kerbala, lieu saint d'Irak, « ouvrait la voie vers Jérusalem ». Il n'est ensuite jamais revenu là-dessus. Mais on comprend qu'Israël perçoive cela comme une menace existentielle. Comme toujours, par un phénomène de retournement, les dirigeants israéliens ont utilisé cette menace pour mobiliser la solidarité de l'Occident, des États-Unis. Ils ont assez habilement retourné, instrumentalisé cette menace. Côté iranien, cette posture – plus Palestinien que moi tu meurs ! – leur permettait d'apparaître comme les meilleurs musulmans du monde et de démontrer que les pays arabes de la région ne faisaient pas vraiment leur devoir. Au-delà même de l'islam, les Palestiniens représentaient aussi tous les opprimés du monde. Cette conjonction d'un islam conquérant et d'une vision tiers-mondiste caractérise précisément l'islam politique iranien.

La menace iranienne contre les pays de la région, les pays arabes, Israël, a été amplifiée par l'effet multiplicateur du programme nucléaire iranien.

En effet, sans programme nucléaire iranien, ces menaces seraient probablement assez gérables, on pourrait s'en accommoder, on pourrait travailler dessus. Mais le programme nucléaire introduit une nouvelle dimension et élargit la menace au-delà des pays de la région car si le régime iranien ne menace pas l'Occident dans son intégrité, il menace la position dominante des puissances occidentales en matière de technologies nucléaires. En laissant entendre qu'il veut devenir une puissance nucléaire (purement civile ou aussi militaire, là est l'incertitude), l'Iran veut clairement prendre une revanche sur l'histoire. C'est une question de statut, c'était vrai du temps du Shah, c'est encore plus vrai du temps de la Révolution islamique. L'Iran ne veut pas se laisser enfermer dans le sort d'un pays pétrolier

qu'on exploite, qui gaspille ses richesses et qui, au bout de quelques générations, se retrouve aussi pauvre qu'avant. Considérant son histoire, sa civilisation, l'Iran veut jouer dans la cour des grands. À cette fin, le nucléaire est évidemment un élément symbolique extrêmement fort.

Quel genre de nucléaire ?

Sur cette question, l'Iran a été ambigu. Il a certainement voulu avoir la bombe puis a réalisé à un certain moment que cela allait lui créer plus de problèmes que cela n'en résoudrait. Il a assez vite compris qu'un Iran nucléaire militaire était inacceptable pour les États-Unis, pour Israël, et que ces pays n'hésiteraient pas à faire tout ce qu'il faudrait pour l'empêcher d'avoir la bombe.

En revanche, l'Iran de la Révolution islamique, parcourant d'ailleurs le même raisonnement que le Shah, s'est dit qu'il avait tout intérêt à devenir un « pays du seuil » en acquérant par les voies du nucléaire civil, par le développement d'un parc industriel nucléaire, toutes les technologies qui permettent en cas de besoin d'accéder à la bombe. L'idée d'être un « pays du seuil », capable, si nécessaire, de produire une bombe en deux ou trois ans grâce aux technologies acquises, est à peu près suffisante pour traiter toute menace stratégique, du type « fils de Saddam », qui apparaîtrait dans la région. Être un « pays du seuil » paraît être le bon compromis qui permet d'avancer le plus loin possible sans franchir le seuil fatidique qui entraînerait une réplique insupportable pour la survie de l'Iran et surtout la survie du régime.

Cette « dissuasion » qui se fait sur cette limite du seuil se combine avec une dissuasion balistique. Les Américains, les Français, et d'autres, considèrent à juste titre que le balistique va avec le nucléaire. Dans le cas de l'Iran, il est certain que le développement d'un parc balistique important, même simplement équipé de têtes conventionnelles, est un élément dissuasif tout à fait significatif. L'Iran a d'ailleurs fait ce choix parce qu'il n'avait plus la possibilité d'acheter du matériel de guerre à l'extérieur, sinon auprès de la Chine ou de l'Union soviétique puis de la Russie dont il considérait les matériels comme plutôt médiocres. Ne pouvant développer une force aérienne à l'image de celle que détiennent ses voisins, il a décidé de tout miser sur le balistique.

Il ne s'agit pas d'un balistique de première frappe. Si les Iraniens se risquaient à frapper Israël, ils lui infligeraient sans doute des destructions sensibles mais la riposte serait évidemment désastreuse pour l'Iran. En revanche, les Israéliens comprennent bien que s'ils frappent en premier, même s'ils font des dégâts

considérables, la riposte iranienne fera très mal et cela les amène certainement à y réfléchir à deux fois avant d'intervenir sur le sol iranien.

Cette dissuasion entre même dans le jeu à l'égard des États-Unis. On vient de le voir dans l'épisode qui a suivi l'exécution de Qassem Soleimani, avec cette frappe iranienne extrêmement bien calibrée, efficace : les missiles ont touché un espace assez restreint. Heureusement, les Iraniens avaient prévenu les Américains qu'ils allaient frapper, donc tout le monde était aux abris. Tout cela était bien calculé. Mais la signification du geste, la démonstration de la capacité iranienne a évidemment impressionné les Américains. Donc l'escalade s'est arrêtée là. On peut considérer que, à part l'épisode tragique de l'avion ukrainien abattu par erreur par la défense anti-aérienne iranienne, c'était plutôt un succès. Les Américains ont compris que la menace pouvait viser l'ensemble de leurs bases au Moyen-Orient, ainsi que les bases de leurs alliés, qui se trouvaient fragilisées même si elles sont en partie équipées de missiles anti-missiles (Patriot), ce qui n'était pas le cas de la base américaine touchée en Irak.

Il se crée donc avec les pays de la région un équilibre de type dissuasif, même s'il ne répond pas à la définition classique de la dissuasion nucléaire où il faut vraiment détenir l'arme pour obtenir une dissuasion maximale.

Face à cela, comment les États-Unis se positionnent-ils ?

Donald Trump, dans cette affaire, est pris dans une série de contradictions qui reflètent les contradictions mêmes de son électorat.

Dans la définition de sa politique à l'égard de l'Iran, il doit tenir compte d'abord de la détestation de la grande majorité des Américains à l'égard de l'Iran. L'Iran est très peu populaire aux États-Unis pour des raisons qu'on connaît bien et qui se comprennent. Les Iraniens ont infligé aux États-Unis des humiliations cuisantes. La prise en otages de 52 diplomates en dépit de toutes les lois internationales, geste véritablement transgressif, a été une humiliation profonde pour les Américains. Tout comme la frappe de militants de ce qui allait devenir ensuite le Hezbollah au Liban qui a tué 250 *Marines* américains (et d'ailleurs, le même jour, une cinquantaine de parachutistes français). Ce sont quand même des souvenirs terribles qui, dans l'esprit des Américains, se situent un peu au niveau de Pearl Harbor ou du départ du Vietnam. Ils sont profondément ancrés dans la mémoire de l'électorat américain.

En même temps, cet électorat ne veut pas de guerres lointaines, Donald Trump l'a très bien compris, il est lassé des « guerres sales » dans des pays dont on ne sait

pas très bien où ils se trouvent sur la carte mais dont on perçoit la réalité au fur et à mesure que rentrent aux États-Unis les *body bags*, les corps des militaires tombés dans ces opérations obscures, interminables, extrêmement coûteuses. D'autre part, au fur et à mesure que Donald Trump se rapproche de l'élection, il se doit de ne pas apparaître comme faible. Un Président qui souhaite se faire réélire doit veiller à ne pas se montrer comme cédant à la pression extérieure.

Donald Trump, pour arriver à concilier tout cela, finit par adopter une ligne étroite, une ligne de crête, ce sont les fameuses sanctions.

Sanctions qui, il faut le rappeler, avaient déjà été appliquées – et durement appliquées – par Barack Obama. Car même si Barack Obama voulait négocier avec l'Iran, il voulait le faire en position de force. Malheureusement, il n'a pu négocier que pressé par le temps à la fin de son mandat. Idéalement, dans une vision un peu cynique des choses, il aurait dû attendre avant d'offrir de négocier et de faire des concessions à l'Iran. Mais Barack Obama voulait obtenir un succès diplomatique majeur qu'il puisse afficher face à l'histoire. Et donc – c'est l'analyse des néoconservateurs américains – il a négocié trop tôt.

Donald Trump revient sur tout cela et décide de bien s'assurer qu'il met l'Iran à genoux avant de lui tendre la main pour une négociation. La difficulté, c'est que Donald Trump ne sait pas très bien sur quoi sa politique va déboucher. En homme de « *deal* », en *businessman*, il serait assez content de parvenir à un accord. Mais une autre contrainte s'ajoute à celles déjà énoncées : il faut qu'il obtienne un accord qui soit meilleur que celui de Barack Obama ! En effet, pendant toute sa campagne électorale, il a répété que c'était le pire des accords jamais signés par les États-Unis. Donc il le dénonce, par haine de Barack Obama, par volonté de détruire son héritage politique. Mais une fois qu'il l'a détruit, sur quoi reconstruire ? Il sera très compliqué d'obtenir plus que ce que Barack Obama avait obtenu lui-même. Car Barack Obama avait fait une concession majeure pour obtenir cet accord en renonçant à ce qui avait été le « mantra » de la négociation du côté occidental pendant dix ans – mais il est vrai sans succès – à savoir que l'Iran devait renoncer totalement à son programme d'enrichissement par centrifugation, cette technologie qui est la meilleure et la pire des choses, qui alimente en combustible des centrales nucléaires tout à fait pacifiques mais peut servir à fabriquer des bombes. Pour les Iraniens, c'était inacceptable pour toutes les raisons qui ont été évoquées. Barack Obama a donc décidé de renoncer à cette revendication et d'accepter que l'Iran conserve un programme de centrifugation soigneusement encadré, rigoureusement inspecté. C'était le *deal*. Faire mieux que

cela, obtenir que l'Iran abandonne des parts essentielles de son programme nucléaire, obtenir qu'il bride, voire supprime son programme balistique est une vision tout à fait irréaliste. On est donc dans une situation bloquée, d'autant plus bloquée que l'on va vers une campagne électorale dans laquelle Donald Trump ne peut pas apparaître comme faisant des concessions. Il doit obtenir une victoire éclatante sur l'Iran mais il y a peu de chances que l'Iran cède même si ce pays souffre. Les Iraniens sont habitués à souffrir. S'ils se révoltent, le régime tire sur la foule sans aucun état d'âme.

Et malheureusement pour les néoconservateurs américains, les conditions ne sont pas réunies pour une nouvelle révolution qui ferait tomber le régime islamique. Cela pour trois raisons :

La première c'est qu'il manque à ce jour l'alliance, nécessaire à toute révolution, des classes populaires et des classes moyennes. Cette alliance existait en 1979. Tous les soulèvements qui ont eu lieu ensuite étaient le fait, soit des unes, soit des autres, mais ces deux mondes ne se sont plus jamais rencontrés.

La seconde, c'est qu'il n'y a jamais eu depuis 1979 de leader charismatique qui puisse animer un mouvement de contestation du régime.

La troisième, c'est qu'il faut aussi, pour qu'une révolution réussisse, que le régime en place perde un peu le moral. Le Shah, par exemple, avait vraiment perdu le moral. S'il avait fait tirer sur la foule aussi férocement que l'a fait la République islamique, il n'y aurait probablement pas eu de révolution. Mais il a préféré s'effacer. Ces trois éléments ont conduit au succès de la Révolution islamique et n'ont plus été réunis depuis.

Que va-t-il se passer ?

Prédire l'avenir est toujours un peu risqué pour les analystes.

Si Donald Trump gagne les élections, il va retrouver la liberté de manœuvre qu'a un Président des États-Unis dans son second mandat, quand il n'a plus à se soucier de sa réélection et peut donc s'autoriser des gestes, des ouvertures, qu'il ne pouvait pas envisager dans un premier mandat. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé avec Barack Obama dans cette affaire.

Si Donald Trump n'est pas réélu, on verra arriver de nouvelles équipes qui essaieront de renouer avec l'Iran. Mais ce ne sera pas très facile car les dirigeants devront toujours tenir compte de leur opinion, et aussi de la pression considérable qu'exerce Israël sur la vie politique américaine.

Les espoirs d'une sortie prochaine de crise sont donc ténus.

Quant aux Européens... il n'y a pas grand-chose à en dire. Ma conclusion sera brève, malheureusement.

Au niveau politique, la volonté est là, plutôt sympathique. Nous voudrions aider l'Iran mais nous sommes entravés par les sanctions américaines car aucune société européenne ne peut prendre le risque d'aller travailler en Iran. Les propos allants que nous tenons ne débouchent donc sur rien.

Il y a eu des tentatives intéressantes de notre Président pour essayer d'obtenir des petits pas des deux côtés afin, du moins, de faire baisser la tension, d'éviter un phénomène de surfusion politique, stratégique, qui aurait pu basculer dans un affrontement guerrier. Il n'a pas tout à fait réussi. Il n'a pas non plus tout à fait échoué puisqu'il n'y a pas de guerre en ce moment.

C'est difficile à accepter, mais il y a des moments dans l'histoire où il n'y a pas, à un instant T, de solution convenable aux problèmes qui se posent. Il faut attendre que surviennent des opportunités, des ouvertures. Il faut attendre des jours meilleurs, tout en continuant à travailler, à réfléchir, à dialoguer. Je pense que c'est ce qu'essaient de faire un certain nombre de diplomaties européennes, malheureusement trop modestement et de privées de leviers d'action.

Merci beaucoup.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur.

J'ai envie de vous poser une question au sujet de la nature du régime iranien. C'est un régime religieux, je n'apprends rien à personne. Mais il faut s'accommoder de régimes assez différents à la surface de la terre, en application du principe dit de non-ingérence.

Jusqu'où ce régime religieux est-il tolérable ? En principe nous devons respecter le fait que l'Iran est ce qu'il est. Il s'agit d'un régime de type millénariste : on percevait dans l'idéologie de Rouhollah Khomeini une vision quelque peu apocalyptique. Il me semble nécessaire de mieux comprendre la nature

idéologique exacte, le *Velayat-e faqih*, la dictature des juristes. Ce régime, en effet, obéit à une certaine logique.

Il faut bien reconnaître que le terrorisme vient plutôt du côté sunnite que du côté chiite. Bien sûr il y a eu les attentats que vous avez rappelés, mais le djihadisme à grande échelle est plutôt d'origine sunnite, qu'il s'agisse d'Al-Qaida ou de Daech. J'entends bien le discours de M. Cousseran sur le fait qu'il y a toute une organisation (Al-Qods, Moudjahidines, milices, bassidjis, etc.). Il faut essayer de gérer cela.

Le Président Obama avait fini par trouver une solution vivable. Toute révolution décrit un orbe et on peut donc penser qu'il arrive un moment où une attitude de contention, de *containment*, est ce qu'il y a de plus raisonnable. On pensait y être arrivé.

Là on est dans une situation où il n'y a plus de solution. On ne voit pas comment cela peut évoluer.

Vous avez dessiné deux perspectives optimistes. En cas de victoire de Donald Trump, la possibilité d'une ouverture. Dans l'autre hypothèse, une victoire des démocrates – qu'on ne voit pas poindre à l'horizon –, ce serait difficile, en tout état de cause, pour les raisons que vous avez dites et qui sont puissantes.

Si cette région est à l'évidence un foyer d'instabilité très grave pour le monde entier, elle l'est particulièrement pour nous Européens qui en sommes les voisins et où nous sommes profondément impliqués. Comment les Européens n'ont-ils pas été capables de développer ouvertement, à l'échelle mondiale, par tous les moyens modernes de communication, une autre perspective que celle dans laquelle nous sommes enfermés ? Parce que nous sommes enfermés, nous ne sommes plus des pays indépendants. Les entreprises ne peuvent plus investir en Iran, ne peuvent plus commercer avec l'Iran. Nos banques sont tétanisées... C'est une situation que nous avons déjà étudiée, nous avons consacré deux colloques à l'extraterritorialité du droit américain⁴. Il y a là un problème énorme. Allons-nous nous résigner, nous Européens, à n'être plus qu'un petit caniche à l'échelle de l'Histoire ?

⁴ « *L'extraterritorialité du droit américain* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 1er février 2016 ; « *L'Europe face à l'extraterritorialité du droit américain* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 24 septembre 2018.

La question de la nature du régime est tout à fait intéressante. Khomeini, au départ, a introduit dans la vision classique du chiisme une dimension tout à fait nouvelle qui était d'ailleurs rejetée par la plupart de ses pairs : plutôt que d'attendre tranquillement l'arrivée du « douzième Imam » qui doit instaurer le bonheur sur terre à la fin des temps (vieux mythe zoroastrien récupéré par plusieurs religions), plutôt que d'attendre tranquillement l'apocalypse, il faut essayer de gérer au mieux le quotidien de la politique. Et qui peut mieux que les docteurs de la foi conduire un pays, conduire l'islam et le monde à l'avènement du « douzième Imam », et préparer les voies de son arrivée ?

Mais, fait intéressant, la révolution a été le fruit d'une combinaison. À la vision de Khomeini s'est superposée celle des libéraux, des progressistes, d'une classe intellectuelle, des étudiants, qui appuyaient les aspirations de la population iranienne à la démocratie.

Khomeini avait débuté sa carrière politique en s'opposant au vote des femmes mis en place par le Shah. En 1962-1963, il s'opposait au Shah en l'attaquant sur ce point, ce qui était extrêmement populaire auprès des autres religieux. Dix-sept ans plus tard, à son corps défendant, il a été obligé de tourner casaque, d'accepter le suffrage universel et en particulier le vote des femmes.

C'est donc un régime hybride qui se met en place, avec une constitution qui combine une vision millénariste, autoritaire, de la gestion d'un pays avec une ouverture démocratique. C'est un système bizarre, mais qui a des élections. Il y a eu à peu près une grande élection tous les ans depuis les débuts de la Révolution islamique, ne manquent pas de rappeler, à juste titre, les Iraniens.

Ensuite, il faut voir comment se déroule cette élection, comment sont choisis les candidats, etc. Lors de son intronisation, à son deuxième mandat, devant tous les dignitaires du régime et quelques ambassadeurs, le président Khatami a fait un long discours où il célébrait la victoire du peuple et le respect de la souveraineté populaire. Après quoi Khamenei a pris la parole : « Oui, la démocratie est absolument essentielle à notre République », a-t-il déclaré, mais « toute démocratie doit être encadrée ». D'ailleurs, a-t-il ajouté, « les démocraties populaires étaient encadrées par l'idéologie marxiste et le Parti communiste, et les démocraties occidentales sont encadrées par l'argent. Il est impossible de gagner une élection aux États-Unis sans être soutenu par le grand capital... Notre

démocratie, elle, est encadrée par la loi de Dieu ! Nous avons donc la meilleure, la plus parfaite des démocraties. Cet encadrement par la loi de Dieu nous évite tous les phénomènes de corruption qui ont pénétré l'Occident, l'homosexualité, la drogue, etc. ».

Voilà la vision qu'ont les dirigeants iraniens de leur propre régime.

RENAUD GIRARD

J'ajouterai que le *Velayat-e faqih* est le gouvernement des jurisconsultes en religion, des clercs en religion. Ce n'est pas le Conseil d'État !

La grande différence entre le chiisme et le sunnisme c'est que le chiisme accepte plusieurs écoles, plusieurs interprétations. Dans le chiisme, l'interprétation est libre alors qu'elle a été bloquée à Bagdad par le hanbalisme au IX^{ème} siècle et en Espagne un peu après Averroès au XII^{ème} siècle. Le sunnisme est donc une religion qui n'interprète plus, qui ne se discute plus, qui ne se remet pas en cause. Il n'a pas connu de réforme comme, en Occident, la Réforme et la Contre-Réforme.

Dans le chiisme donc, l'interprétation est libre. Il existe d'ailleurs des écoles d'interprétation différentes. Le plus grand ayatollah chiite, Ali al-Sistani, en Irak, à Najaf, condamne ouvertement le système politique iranien du *Velayat-e Faqih*. Il y a eu en Iran une école tout à fait libérale qui était incarnée par l'ayatollah Hossein Ali Montazeri (mort en 2009). On a connu au Liban un ayatollah Fadlallah qui était aussi tout à fait libéral.

Si les chiites acceptent ces différentes interprétations c'est parce que leur religion est messianique. Ils attendent le retour du douzième imam (le Mahdi), sauveur ultime de l'humanité, qui serait né en l'an 869 à Samarra, dans l'actuel Irak, où a été construit le Sanctuaire Al-Askari au dôme d'or, gravement endommagé par deux attentats (en 2006 et 2007) imputés au groupe Al-Qaïda en Irak, ce qui a entraîné de sanglants affrontements.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

On s'éloigne un peu de la nature du régime iranien car même la liberté d'interprétation, caractéristique originale, ne change pas la nature même du régime qui est aujourd'hui ce qu'il est.

Tout à fait.

Sur le terrorisme, il faut dire les choses telles qu'elles sont, les chiites n'ont pas commis d'actes terroristes à partir de ce millénaire. Leurs actes terroristes remontent bien avant, tel l'attentat de la rue de Rennes. Mais au même moment nos Super-Étendards, avec des pilotes français, étaient mis à disposition des Irakiens...

Cela se passait en 1983. Je n'étais plus au gouvernement mais, à ma connaissance, les pilotes n'étaient pas français. Ces avions étaient mis à disposition de pilotes irakiens qui avaient en effet été formés en France⁵. Il faut toujours rester objectif.

Monsieur Conesa va nous parler de l'aspect régional puis vous-même, Monsieur Girard, traitez l'aspect plus général : que veulent les Américains et comment situer ce conflit dans un cadre plus général, pas seulement régional mais mondial ?

Je donne la parole à M. Conesa.

⁵ L'« opération Sugar » est le nom d'une opération d'aide militaire à l'Irak menée par le gouvernement français le 7 octobre 1983. Elle consista à prêter cinq Dassault Super-Étendard à l'Irak, qui utilisa ces appareils lors de la guerre des pétroliers. Les pilotes et mécaniciens irakiens avaient été entraînés à la base d'aéronautique navale de Landivisiau.

Le rituel répétitif de la crise Iran États-Unis

Merci beaucoup.

La crise États-Unis Iran revient de façon récurrente dans le programme de la Fondation Res Publica⁶.

C'est sur ce caractère rituel que je voudrais revenir.

« L'ennemi est bête : il croit que c'est nous l'ennemi alors que c'est lui ! » disait Pierre Desproges. C'est exactement la logique de la construction d'une crise. Il faut donc examiner les deux côtés.

Comme on a un peu traité l'Iran, je commencerai par les États-Unis.

On peut voir sur *You Tube* un radio-trottoir réalisé par CNN immédiatement après l'invasion de l'Irak⁷. « Après l'Irak ,qui faut-il attaquer ? », était-il demandé aux passants (une question qui orientait un peu la réponse). La Russie, la Chine... (voire la France, mentionnée quelque part), les réponses étaient intéressantes car elles montraient comment on fabrique l'ennemi.

Nous sommes habitués à penser que la démocratie est pacifique et la dictature belliciste. Malheureusement, l'histoire ne se passe pas exactement comme ça. Aux États-Unis un certain nombre de ressorts créent la crise et se focalisent sur un porteur donné. Dans l'ordre hiérarchique, ce peut être la Chine, la Russie, l'Iran...

⁶ La Fondation Res Publica a en effet consacré plusieurs colloques et séminaires à ces questions : « *La sécurité du Moyen Orient et le jeu des puissances* », colloque du 20 novembre 2006 ; « *Où va l'Iran ?* », colloque du 23 novembre 2009 ; « *Un printemps arabe ?* », séminaire du 26 mai 2011 ; « *Le Moyen-Orient dans la politique étrangère des puissances* », colloque du 29 juin 2015 ; « *Qu'y a-t-il dans le chaudron du Moyen-Orient ?* », colloque du 12 février 2018.

Voir aussi la note rédigée par Pierre Conesa : « *Quelle politique iranienne pour la France ?* », publiée le 4 octobre 2011 et la note de lecture du livre de Pierre Conesa, *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont : 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

⁷ Le lien vers cette vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=dg92jvteTf8>

Nous nous intéresserons au cas de l'Iran.

Trois tendances contribuent à cette situation de crise du côté américain.

La première, ce sont les néoconservateurs qui connaissent leur moment de triomphe au moment de l'écroulement de l'URSS. Et ils inventent deux concepts : le *Regime change*, qui consiste à intervenir partout pour installer la démocratie ; et l'idée de la guerre préventive motivée par des idéaux démocratiques pour le bien de l'humanité (éventuellement à coups de canon). L'invasion de l'Irak en est un parfait exemple : forts de leur suprématie militaire absolue, les Américains ont détruit toutes les infrastructures jusqu'à ce que l'ennemi disparaisse ou demande la paix. Ensuite ils ont expliqué aux Irakiens qui n'avaient plus ni eau, ni électricité, ni sécurité, ni services publics qu'ils devaient se réjouir parce qu'ils avaient la démocratie. Quelques Irakiens se sont pris à penser que, quand même, à l'époque de Saddam Hussein ce n'était pas si mal que ça. D'où l'éclatement du pays, vous connaissez la suite...

La deuxième tendance que l'on néglige beaucoup ce sont les néo-évangéliques, que l'on retrouve dans le conseil évangélique consultatif qu'a reconstitué Donald Trump. Ils ont légitimé la guerre d'Irak par des motifs théologiques, expliquant que Saddam Hussein était le nouveau Nabuchodonosor et que la destruction de Nabuchodonosor allait permettre enfin la libération des juifs donc la constitution du grand Israël. Ils ne se situent donc pas du tout sur un champ d'explication stratégique mais totalement théologique. C'est cet *evangelical advisory board* (conseil évangélique) que Donald Trump est allé voir après l'élimination du général iranien pour leur expliquer qu'il avait fait œuvre de salut public. Paradoxalement, les États-Unis sont un pays que nous ne connaissons pas. Nous voyons tout à coup le *Middle West* faire élire un Donald Trump alors que tout le monde donnait Mme Clinton vainqueur. En effet nous allons tous faire du tourisme sur la côte Est ou sur la côte Ouest mais personne ne va passer ses vacances dans le *Middle West* ni dans la *Bible Belt*. Nous croyons connaître les États-Unis (« ... j'ai de très bons amis américains »), mais nous avons totalement négligé ce ressort profond de la société américaine qui explique cette espèce d'isolationnisme agressif qui s'est constitué après 1991.

La troisième caractéristique des ressorts de la diplomatie américaine est le lobby saoudien.

11 septembre : 15 Saoudiens sur 19 terroristes ; janvier 2002, G. W. Bush fait un discours où il accuse l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord ! Le lobby a bien fonctionné... On imagine la tête des Nord-Coréens apprenant qu'ils figuraient sur la liste du mal !

Le mécanisme se reproduit à propos de l'affaire Khashoggi : Ce n'est pas parce que la CIA explique que la responsabilité de Mohammed Ben Salman est engagée qu'on va le mettre en accusation, a-t-on entendu. Ce lobby est une sorte de système auto-nettoyant qui fait que l'Arabie saoudite reste en-dehors de tout ça.

Je reviendrai sur l'Arabie saoudite parce que la motivation du déclenchement de la crise par les États-Unis présente quand même quelques fragilités pour l'Arabie saoudite qui, à la différence des États-Unis, est un pays de la ligne de front.

Les crises dans lesquelles des pays ont résisté aux États-Unis constituent des cicatrices extrêmement durables dans la mythologie politique américaine. Cuba, par exemple, reste un pays avec lequel la relation politique est bloquée depuis 70 ans.

Quand les Gardiens de la révolution ont envahi l'ambassade américaine, en violation de la convention de Vienne, les Américains, un peu surpris, ont eu peu de temps pour déchiqueter les documents confidentiels-défense. Les Iraniens ont ramassé tous les petits morceaux de papier qui traînaient dans l'ambassade, les ont confiés à des tisseurs de tapis qui ont reconstitué des documents qui ont ensuite été publiés. Ces documents relataient les ingérences des États-Unis dans la vie politique iranienne pendant toute l'époque du Shah. Alors lequel des deux pays viole la loi internationale ? On voit que selon qu'on est d'un côté ou de l'autre... (d'où la phrase de Desproges).

Du côté de l'Iran, on observe les mêmes mécanismes de fabrication de l'ennemi (le grand Satan, le petit Satan...). Les Iraniens expriment un nationalisme à fleur de peau qui tient profondément à leur identité, très différente de celle des autres pays de la région. Il arrive que les Iraniens soient quelque peu irritants lorsqu'ils évoquent leur passé historique, parfois plus dense que le nôtre. L'Iran est le seul « pays géopolitique » de la région. C'est le seul qui ait cette épaisseur historique parce que tous les autres sont des États que nous avons constitués après la

Première Guerre mondiale. Cela explique qu'il n'ait pas le même rapport à ce qu'on va appeler la notion de puissance.

Dans la crise actuelle ce régime a deux ressorts qui me paraissent importants. C'est d'abord une hiérarchie religieuse qui s'est associée au pouvoir d'une manière suffisamment intelligente pour que les sunnites radicaux y voient des structures à imiter. La Sahwa (Réveil islamique) en Arabie saoudite s'attire les foudres de Mohammed Ben Salman en demandant que se constitue en Arabie saoudite une forme de primat des religieux sur les politiques afin de pouvoir rappeler à l'ordre le politique quand il sort de la règle coranique. Les membres de ce mouvement, pour ne pas sembler se revendiquer des mollahs iraniens qui l'ont mis en place, inventent des mots nouveaux mais le modèle est exactement le même.

La guerre Iran-Irak, avec ses 800 000 morts, n'est pas sans évoquer l'horreur de la Guerre de 14 pour nous. On se souvient des Bassidjis que l'on faisait partir devant pour sauter sur les champs de mines afin qu'ensuite les combattants puissent passer. On a quand même réussi, lors de cette guerre, à mettre sous embargo le pays agressé (l'Iran) pour aider l'agresseur (l'Irak), ce qui est inédit en droit international ! Cela en s'érigeant en défenseurs de la sécurité internationale et de la loi ! Et on se demande aujourd'hui pourquoi ces anciens combattants ont arrêté deux universitaires français⁸. On voit que s'est engrenée une mécanique de création de crise sur laquelle on a peu de connaissances et peu de moyens d'action. À chaque moment, une mèche peut être rallumée et devenir explosive.

Depuis 1953, on n'a pas cessé de se mêler de la vie politique iranienne : le renversement de Mossadegh, les vingt-cinq ans du Shah, la Savak, police politique qui assassinait des opposants à l'étranger... Puis la révolution de 1979 dont on ne peut pas écarter l'idée que c'était une révolution populaire. On connaît la suite de l'histoire : la guerre, etc.

L'arme nucléaire apparaît comme un moyen de sanctuarisation pour les stratèges iraniens à qui l'on explique, depuis l'autre côté de l'Atlantique, qu'ils doivent se priver du seul moyen de dissuasion qui garantisse la pérennité non seulement du régime mais de la culture iranienne.

⁸ Fariba Adelhah, directrice de recherches au CERI-Sciences Po, et Roland Marchal, chercheur au CNRS-CERI, ont été arrêtés en Iran début juin par les Gardiens de la Révolution alors qu'ils poursuivaient leur travail scientifique. Les autorités iraniennes refusent de révéler le motif de leur détention.

Cette crise, qui oppose un psychopathe et un fanatique, est difficile à gérer. L'un présente un trouble de la personnalité ; l'autre, qui prétend avoir le mandat direct de Dieu, est convaincu qu'il est dans le bon droit quoi qu'il fasse.

Paradoxalement je pense que l'Arabie saoudite qui, avec la crise des missiles et les bombardements des sites pétroliers, s'est rendu compte qu'elle est un pays de la ligne de front. Riyad doit être en train de freiner Donald Trump. D'ailleurs, dès le début de la crise elle a envoyé une délégation à Washington pour attirer l'attention des Américains sur le fait qu'elle pourrait bien être frappée avant Israël. Il y a donc peut-être des chances pour que l'Arabie saoudite agisse en faveur de la paix, un rôle auquel elle n'est pas habituée !

La géopolitique de la région montre qu'on est face à une guerre opposant sunnites et chiites (Pakistan, Afghanistan, Syrie, Irak, Bahreïn, Yémen, Liban et même Nigeria...). En tant qu'Européen, je ne suis pas sûr d'être mandaté pour intervenir dans une guerre de religion... Lors de nos guerres de religion, l'Empire ottoman avait bien essayé de jouer un peu sur les protestants, ce qui ne lui avait pas vraiment réussi. Dans la situation actuelle, nous n'avons pas la légitimité philosophique, religieuse et intellectuelle pour participer à une guerre de religion. Je sais bien que nous sommes imprégnés du bien de l'humanité mais nous devons nous poser la question de nos propres intérêts. Entre le psychopathe et le fanatique, je ne suis pas sûr que nous devons choisir notre camp. Aujourd'hui la plus grande démocratie du monde est dirigée par un Président dont les postures politiques sont très profondément imprégnées par des motifs à la fois stratégiques, avec les néoconservateurs, et religieux, avec les néo-évangéliques. Ce sont les néo-évangéliques qui ont poussé au déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem (étape indispensable pour l'arrivée du Messie) alors que l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) n'est pas très en phase avec Benjamin Netanyahu.

Une anecdote : à la différence des évangéliques, qui attendent le retour de Jésus, les juifs attendent toujours l'arrivée du Messie. Un jour, pour clore une discussion avec des néo-évangéliques – dont il a besoin parce qu'ils sont son principal soutien aux États-Unis – Benjamin Netanyahu, leur a conseillé, le jour où le Messie arriverait, de lui demander s'il venait pour la « première » (avis des juifs) ou la « deuxième » fois (avis des chrétiens).

Nous sommes dans une gamme de débats philosophiques qu'on ne mesure pas parce qu'on les prend comme des attitudes rationnelles. Quand j'ai écrit

*La fabrication de l'ennemi*⁹, j'ai été frappé par le fait que l'on pense toujours que les acteurs sont rationnels. Ces quelques exemples montrent que l'argumentaire de la rationalité n'est pas toujours suffisant.

Quelle politique l'Europe doit-elle appliquer ? Continuer à être un intermédiaire pour faciliter, pour arrondir les angles. Mais le jour où nous serons à la veille de la guerre il faudra avoir un discours très clair.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Je remercie Pierre Conesa.

Le fait d'être un républicain laïque n'implique pas qu'on prenne position dans une guerre de religion, bien au contraire. On ne déroge pas aux sacro-saints principes des Nations Unies qui sont d'ailleurs en principe ceux de la Révolution française (respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays et principe de non-ingérence), même sous des prétextes humanitaires, même si la chose a été atténuée dans les conditions que chacun connaît.

Parmi les sujets de géopolitique régionale, une question n'a pas vraiment été abordée. Ce qui se passe au Yémen, en Syrie, au Liban, en Irak surtout, ce grand pays déchiré de contradictions dont on ne voit pas la fin, tous ces conflits régionaux doivent-ils être traités séparément ? Faut-il au contraire avoir une vue d'ensemble ? Peut-on, par exemple, traiter le conflit syrien indépendamment de tous les autres ? N'est-ce pas ce qui pèse aujourd'hui sur la politique française en Syrie qui, au fond, n'a pas tellement changé depuis M. Kouchner ? Notre ligne politique n'est même plus l'alignement sur les États-Unis puisque nos « alliés » américains ne répondent plus à nos sollicitations. Nous ne savons plus très bien ce qu'est notre politique. Et je m'interroge sur ce qu'est notre politique dans ce genre de conflit. Ou alors je la vois dictée par d'autres considérations.

⁹ *La fabrication de l'ennemi*, Pierre Conesa, éd. Robert Laffont, 2011.

Pour l'avoir vécu de l'intérieur, je dirai que, plus que le fond, c'est plutôt la méthode de traitement des crises qui ont suivi 1991 et l'écroulement de l'URSS qui a changé. Le temps du politique a beaucoup réagi au temps médiatique : dès qu'une crise se produit il faut montrer qu'on fait quelque chose, la solution la plus simple étant de militariser l'intervention. À Sarajevo, nous pensions que la seule apparition de casques bleus français et britanniques calmerait tout le monde. Manque de chance nous arrivions dans le pays qui avait eu la plus forte résistance à l'Allemagne, qui avait une tradition guerrière et une opposition que nous n'avions absolument pas vue venir. Nous pensions que cinquante ans de titisme avaient supprimé l'opposition entre Serbes, Croates et Bosniaques et nous découvriions une guerre civile d'une extrême violence.

« Vous tuez des enfants chez nous, on vient tuer des enfants chez vous ! », arguent les terroristes qui, comme au Bataclan, tirent sur le public d'un concert. Notre interventionnisme militaire, tel qu'il s'est traduit notamment dans la région du Moyen-Orient, a suscité cette forme de solidarité des Français de culture musulmane (« C'est toujours 'chez nous' que vous faites des interventions militaires... »).

Je plaide pour que nous commençons par faire l'analyse politique de la crise pour savoir si le moyen militaire peut contribuer à sa résolution. Quand un pays n'a aucun moyen d'intervenir dans une crise, la militarisation en fait un acteur de cette crise. Et le terrorisme est la réplique du faible au fort. Malheureusement, on n'a pas étudié la responsabilité de notre diplomatie dans le fait que nous avons été une des cibles principales des attentats terroristes, que ce soit à l'époque du conflit Iran-Irak, que ce soit aujourd'hui avec Daech.

Je plaide pour la sécurité des Européens et je ne suis pas sûr que de ces interventions multiples il sortira grand-chose, en tout cas en ce qui concerne nos intérêts. Nous assistons au craquement de ce qu'a produit le plan Sykes-Picot. Aucun des États qui ont été dessinés à grands coups de crayon rouge sur une table n'existe. En Syrie, il reste Bachar el-Assad mais dans quel état le pays va-t-il sortir de cette crise ? L'Irak n'existe plus. Les Kurdes demandent une autonomie qu'ils ont pensé acquérir par la guerre en nous aidant. « Ne croyez pas que parce que vous avez été nos alliés vous avez droit à quoi que ce soit ! », les avertit Donald Trump.

Encore une fois, il faudrait que nous ayons une pensée politique propre afin de ne pas nous retrouver embringués dans une logique militaire où, n'étant pas la puissance militaire majeure, nous sommes obligés de suivre. Après quoi nous sommes impliqués dans des situations qui font de nous les premières cibles des terroristes.

Si nous ne réexaminons pas notre diplomatie à l'égard de l'Arabie saoudite (et avec l'affaire Khashoggi nous avons laissé passer toutes les occasions), nous resterons dans le même dispositif, celui des pays pétroliers... Notre Président a quand même dit que l'affaire Khashoggi n'a rien à voir avec le Yémen ! C'est dire la force du lobby saoudien...

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci.

Je partage tout à fait cette idée qu'une pensée politique forte est la première condition d'une action intelligente, dût-elle être soutenue par les armes quelquefois.

Je me tourne maintenant vers Renaud Girard qui va nous parler de la géopolitique de ce conflit et nous dire comment il faut le comprendre, comment il le resitue dans une perspective plus large.

RENAUD GIRARD

L'impuissance stratégique de l'Occident au Moyen-Orient

Merci, Monsieur le ministre.

Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce qui a été extrêmement précis dans les interventions de nos experts.

Ce colloque a été décidé après l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani sur le sol irakien par une frappe américaine ciblée.

Sur le temps court Donald Trump est-il perdant dans cette crise ?

Je pense que nous en sommes plutôt à « 15 partout » parce que son impératif premier est la politique étrangère de l'Amérique, celle qui assurera sa réélection. Tout ce qui n'est pas susceptible de favoriser sa réélection ne compte pas pour lui. Les manifestants qui avaient brûlé une partie de l'ambassade américaine avaient écrit un grand graffiti : « Nous sommes les soldats de Soleimani ». Donald Trump a alors donné un message de fermeté : « *Don't mess with America* », montrant, surtout à son public, qu'il n'était pas un faux dur.

Mais je ne vois pas en lui un néoconservateur. S'il n'a pas « l'élégance » européenne, je ne crois pas que, pour le moment, le Président Trump ait commis de profondes erreurs stratégiques. Il y a eu des erreurs stratégiques dans l'histoire des États-Unis du XX^{ème} siècle : W. Wilson qui ne se bat pas pour le traité de Versailles, J. F. Kennedy qui commence la guerre au Vietnam, G. W. Bush qui commence la guerre en Irak... Je n'ai pas vu, à ce jour, Donald Trump commettre une erreur stratégique. Au contraire, il s'est retenu. Lors de la destruction d'un drone américain, grâce à la cyber capacité de l'Iran, les Américains ont bien sûr riposté par d'autres attaques cyber contre l'Iran mais Donald Trump a bien montré qu'il ne voulait pas de la guerre avec l'Iran. Je pense aussi à l'allocution dans laquelle il a souhaité la prospérité non seulement au peuple iranien mais aussi à son gouvernement. Simplement il a des différends sur le nucléaire et le balistique et sur l'interventionnisme iranien au Moyen-Orient.

Sur le temps court, je ne pense pas que l'incident iranien risque de plomber Donald Trump dans la campagne électorale. Au contraire cela va plutôt l'aider.

Si on revient au temps long et si on élargit un peu, si on contemple le Moyen-Orient de l'intérieur, on y a vu depuis une décennie l'affrontement entre deux idéologies : l'idéologie libérale (la révolution tunisienne de décembre 2010-janvier 2011, le mouvement de la place Tahrir au Caire, etc.) et l'idéologie islamiste des Frères musulmans (en Égypte, etc.). De cette guerre aucune des deux idéologies n'est sortie vainqueur.

Mais, selon moi, cette guerre a pavé la voie au retour du fait national. Et le mouvement continue. Les nations et les nationalistes ne cessent de se renforcer au Moyen-Orient dans leurs rivalités comme dans les alliances qu'elles nouent à l'extérieur de leurs frontières.

On le voit très clairement aujourd'hui en Irak. Les Irakiens ont exprimé leur mécontentement de voir Qassem Soleimani tué sans que leur gouvernement ait été consulté par les Américains mais ils avaient aussi manifesté contre l'ingérence

iranienne en Irak. Il y a un nationalisme irakien qui n'englobe pas les Kurdes qui rêvaient d'indépendance. Ils ne l'ont pas obtenue mais le Kurdistan irakien, au Nord-Est, est quasiment autogéré.

On le voit aussi très clairement au Liban, en Turquie, en Égypte.

Et même dans un petit du Golfe comme le Qatar où ce n'est pas le libéralisme qui a gagné, ce n'est pas l'islamisme (ils ne sont pas plus islamistes qu'ils ne l'étaient, au contraire ils se sont un peu calmés à l'incitation des Américains), mais c'est le nationalisme. Ce tout petit peuple s'est retrouvé autour de son émir après le blocus de 2017 par l'Arabie saoudite et les Émirats.

Les alliances sont l'axe chiite dont on a parlé (Téhéran, Damas, Beyrouth, Sanaa), l'axe égypto-saoudien (les Émirats, Sanaa, Bahreïn, l'Égypte) et un tout petit axe Turquie-Qatar qui s'est constitué.

C'est la vision de l'intérieur du Moyen-Orient.

Mais si on le contemple du point de vue français, de l'extérieur, le constat le plus frappant est aujourd'hui l'impuissance stratégique de l'Occident au Moyen-Orient. C'est ainsi que j'intitule mon exposé et je vais essayer de vous le prouver.

Il y a dix ans, l'aventurisme turc en Libye aurait été impensable sans le feu vert américain. Aujourd'hui on assiste au grand retour des Turcs en Méditerranée de l'Est. Ils en avaient été évincés par la bataille de Lépante en 1571 et les voilà de retour. Leurs bateaux rôdent autour des implantations pétrolières françaises, occidentales, notamment aux abords de Chypre. Et une alliance se crée entre Ankara et Tripoli. Tripoli c'est la moitié de la Tripolitaine où le gouvernement el-Sarraj viole la convention du droit de la mer, où les Turcs essaient de s'arroger les champs pétroliers. Contre cette alliance est en train de se créer un axe Égypte-Israël-Chypre-Grèce parce qu'il s'agit de faire passer un gazoduc directement vers l'Europe à partir des champs qui se trouvent en Égypte et en Israël. Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain, a clairement pris parti pour cet axe Grèce-Chypre-Israël. Il a d'ailleurs fait une déclaration à Athènes à ce propos. Mais cela n'a pas ébranlé les Turcs qui désormais affichent qu'ils ne craignent pas l'Occident ni les Américains.

En Syrie, les Occidentaux n'ont pratiquement plus leur mot à dire. Comme Jean-Pierre Chevènement, je pense que la politique française, dès le début de la

crise syrienne, a été un mélange d'ignorance historique, de manichéisme politique et de *wishful thinking* diplomatique.

L'ignorance historique c'est méconnaître la lutte féroce qui oppose depuis très longtemps dans la société syrienne les Baasistes (le Baas a été créé notamment par le chrétien Michel Aflak) et les Frères musulmans.

Le manichéisme c'est voir les méchants d'un côté (Bachar) et les gentils de l'autre... C'est un peu plus compliqué que cela.

Et le *wishful thinking* a consisté à penser que l'on pourrait obtenir le départ de Bachar et constituer un gouvernement intérimaire. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent... Bachar a le pouvoir, on peut peut-être essayer d'aménager avec lui une sortie dans l'honneur mais il ne va pas partir parce qu'on le lui demande ! Ce *wishful thinking* est exactement notre politique. C'était déjà notre politique quand Laurent Fabius avait refusé d'inviter l'Iran – qu'il n'aimait pas – à la conférence de Genève sur la Syrie. Vous n'invitez pas l'Iran, vous n'aurez jamais la paix en Syrie ! En tout cas, l'Occident n'a plus son mot à dire en Syrie, tout se passe dans ce qu'on appelle le « club d'Astana » entre les Turcs, les Iraniens et les Russes. Les Syriens, aidés par les Iraniens, voudraient reconquérir tout de suite la poche d'Idlib. Les Turcs préfèrent ne pas toucher au *statu quo*. Ils ont l'idée de placer les rebelles islamistes dans les territoires qu'ils ont pris au Nord de la Syrie aux Kurdes syriens (ceux que nous avons lâchés). Les Russes, quant à eux, sont favorables au contrôle par Damas de tout le territoire syrien mais ils obtiennent des délais de manière à pouvoir privilégier une voie négociée.

Donc l'Occident est impuissant en Syrie.

Au Yémen, on assiste à la même impuissance stratégique. L'Occident a été incapable de mettre fin à une catastrophe humanitaire née de l'intervention, à partir de mars 2015, des alliés de l'Occident que sont les Saoudiens et les Émiratis contre les rebelles nordistes Houthis, les montagnards du Nord du Yémen qui pratiquent une certaine forme de chiisme. Et il s'est révélé que les Saoudiens n'ont pas été capables de réduire ces montagnards en sandales mais qu'ils ont commis de très nombreux crimes de guerre par leurs bombardements ciblant des écoles, des hôpitaux, etc., dont vous avez tous vu les images. Et la situation n'a absolument pas avancé.

Dans le Golfe, les Occidentaux ont été naïfs face à Mohammed Ben Salman, comme l'a dit Pierre Conesa. Ils ont ignoré son caractère violent, ils l'ont qualifié

de grand prince réformateur, et en l'espace de deux ans ils n'ont même pas réussi à obtenir une réconciliation au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la grande structure pro-occidentale, face à l'Iran, des six pays du Golfe avec des liens et des bases américaines (Koweït, Bahreïn, Arabie saoudite, Émirats, Qatar et Oman). Et ce Conseil de coopération du Golfe n'existe pratiquement plus.

Dans la partie orientale de la Turquie, ils n'ont pas réussi à convaincre Recep Tayyip Erdogan de conserver la trêve qu'il avait instituée avec les Kurdes en mars 2013. Les Kurdes syriens ont été les principaux supplétifs des Occidentaux dans leur guerre contre les djihadistes et les Occidentaux ne parviennent pas à leur témoigner la moindre gratitude ni à leur garantir un statut d'autonomie. Les Kurdes syriens ont été abandonnés en octobre dernier par les Occidentaux.

En Palestine, les Occidentaux n'ont pas réussi à faire prévaloir leur solution à deux États dont on n'a jamais été aussi éloignés qu'aujourd'hui. La colonisation israélienne en Cisjordanie, avec l'approbation américaine, est si avancée qu'on ne voit pas très bien comment on pourrait créer un État viable pour les Palestiniens. Le plan Trump est inacceptable pour les Palestiniens : ils avaient déjà accepté de n'avoir que 22 % de la Palestine mandataire mais on ampute encore leur territoire de 30 % contre 50 milliards de dollars (dont on ne sait pas qui les paierait). Ils ont même refusé de négocier. Les Palestiniens (je ne parle pas du Hamas) qui avaient fait les accords d'Oslo viennent de dénoncer ces accords d'Oslo au motif que, n'ayant pas été respectés par l'autre partie, ils étaient caducs. En effet, ils n'avaient été respectés ni par Israël ni par les États-Unis qui étaient garants de ces accords signés sur la pelouse de la Maison Blanche.

En Libye, que l'on peut rattacher au Moyen-Orient parce que les intérêts égyptiens, émiratis, turcs et qataris y sont très importants, l'Occident a créé un chaos qu'il n'est pas capable de gérer. La France a essayé de faire la paix, à la conférence de la Celle-Saint-Cloud, c'est malheureusement un échec patent.

En Afghanistan, après dix-huit ans de présence, les Occidentaux sont impuissants à faire prévaloir leurs vues et les Américains se demandent comment ils vont pouvoir rendre aux Talibans le pouvoir qu'ils leur ont retiré en novembre 2001. Ils négocient d'ailleurs avec les Talibans au Qatar.

En Iran, nous ne réussissons pas à faire changer le régime. Nous y sommes impuissants stratégiquement. Nous avons fait involontairement le jeu des faucons en fragilisant les réformateurs Hassan Rohani et Mohammad Javad Zarif, qui avaient été élus et confirmés par la population iranienne sur un programme clairement pro-occidental. En effet, ils n'ont rien eu en retour et les Américains, après avoir négocié et signé l'accord nucléaire du 14 juillet 2015, l'ont renié, bafouant d'ailleurs au passage une résolution de Conseil de sécurité des Nations Unies. Il ne faut pas s'étonner que les durs du régime aient repris du poil de la bête !

Sur les mers, on constate aussi une impuissance stratégique et un recul de l'Occident. Du 17 au 30 décembre 2019, la mer d'Oman a été le théâtre de manœuvres communes entre l'Iran, la Chine et le Russie. Stratégiquement, cela signifie que le Golfe persique ne sera bientôt plus un lac américain et que la Chine n'a plus peur d'utiliser des forces armées pour protéger ses intérêts économiques. Elle va bientôt entrer dans le Golfe, dont elle n'est pas loin puisqu'elle a une base très importante à Djibouti.

Comment en est-on arrivé à cette impuissance stratégique d'un Occident encore tout puissant il y a trente ans lorsqu'il organisait la conférence de Madrid de 1991 ?

Il ne faut pas sous-estimer les fautes occidentales.

La première est le néo-conservatisme, dont on a parlé. On ne peut pas imposer la démocratie par la force des armes. L'invasion de l'Irak en 2003 a été un gâchis extraordinaire, courageusement dénoncé par la France. Il faut mesurer l'ampleur de ce gâchis. Pour en arriver à ce qu'aujourd'hui le parlement irakien demande le départ des presque 5 200 militaires américains présents en Irak, les Américains ont dépensé plus de 1 000 milliards de dollars, soit l'équivalent de 50 fois le PNB d'un pays comme Madagascar. Cette erreur stratégique de 2003 est une faute patente.

Mais, en se retirant trop tôt, Barack Obama a commis une erreur stratégique aussi grave. En effet, quand on intervient dans un pays il faut finir le travail. En partant au moment où cela devient trop difficile, on aboutit à encore plus de

chaos. C'est ce qui s'est passé : les Américains sont partis et l'État islamique a pris Falloujah, Mossoul, etc.

Autre faute est l'idée que notre conception de la justice, de la démocratie, des grands principes, est plus importante que la paix. Les Metternichiens, les Kissingeriens, les réalistes, dont je suis, pensent que la paix est plus importante que toutes les idéologies que l'on essaie d'exporter par la force.

La seconde faute de l'Occident est la soumission de leur politique étrangère aux impératifs électoraux intérieurs.

Bernard-Henri Lévy a convaincu Nicolas Sarkozy de faire la guerre en Libye afin d'attirer les voix de la « gauche bobo ». Sans succès !

Donald Trump, dans sa politique face à l'Iran, tient compte du sentiment anti-iranien dont il a été question, notamment chez les électeurs républicains. Alors qu'en réalité il a envie de se retirer du Moyen-Orient, où il n'y a que des coups à prendre et où les États-Unis dépensent des centaines de milliards de dollars pour des ingrats.

La troisième faute des Occidentaux est ce que j'appellerai l'indécision diplomatique.

En février 2012, l'ambassadeur russe à l'ONU, Vitali Tchourkine, avait fait une proposition au P3 (les trois puissances occidentales membres permanents du Conseil de sécurité, Américains, Français et Britanniques). Reconnaisant devant les trois ambassadeurs que la situation n'était pas bonne en Syrie et qu'il fallait faire quelque chose, il avait proposé une entente (P3 + Russie) pour aménager, en douceur, un départ progressif de Bachar, dans les honneurs, et installer un gouvernement intérimaire en évitant absolument un génocide des Alaouites, les soutiens de Bachar. « Êtes-vous prêts à suivre la Russie ? », avait-il demandé à ses interlocuteurs qui avaient rejeté la proposition russe au motif qu'elle était inutile puisque Bachar allait sauter deux ou trois semaines plus tard au maximum ! Ces déclarations avaient été faites publiquement par Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de la République française, Hillary Clinton, secrétaire d'État et David Cameron, Premier ministre de Grande-Bretagne. Les choses se sont passées autrement.

La conséquence de toutes ces fautes est l'effacement des Occidentaux, immédiatement remplacés par la Russie, grande puissance opportuniste de la région.

La Russie, qui a deux bases souveraines en Syrie, est extrêmement respectée. Si le roi d'Arabie saoudite lui-même, alors qu'il était son ennemi sur le terrain syrien, est venu baiser les babouches de Vladimir Poutine à Moscou en 2017, c'est parce que, au Moyen-Orient, le fait de ne pas abandonner un ami est très apprécié. Or les Russes sont les amis des Syriens depuis cinquante ans. On compte 20 000 ou 30 000 couples mixtes russes/syrien(ne)s. (À l'inverse, on se souvient avoir vu Hillary Clinton embrasser Hosni Moubarak une semaine avant que les Américains le laissent tomber !). Les Saoudiens, pourtant opposés politiquement aux Russes, s'entendent avec eux, surtout sur les questions du pétrole.

La Russie a réussi à s'entendre non seulement avec tous les pays du Moyen-Orient mais aussi avec Israël ! On a vu Benyamin Netanyahou, sur la Place rouge, devant un défilé militaire, arborer le ruban de Saint-Georges¹⁰ ! Les autres étrangers ne le faisaient pas.

La Russie est forte aussi en Égypte, où elle va construire une centrale nucléaire.

En Libye, le général Haftar est devenu une carte aussi russe qu'égyptienne, alors que l'homme a été longtemps pensionné par la CIA.

Quant à la carte française... elle est un peu biaisée par le « en même temps » macronien. Après la conférence de la Celle-Saint-Cloud, où nous apparaissions comme des médiateurs neutres, Jean-Yves Le Drian, en sous-main, avait validé la livraison des armes au général Haftar. Ces choses finissent toujours par se savoir, même si on réussit à garder le secret quelques mois. Si Khalifa Haftar avait gagné, on aurait oublié mais il n'a pas été capable de prendre Tripoli. La politique officielle de la France est de soutenir la médiation de l'ONU. Mais la France a joué ce petit double-jeu secret en essayant d'aider militairement Khalifa Haftar. Un jeu qui n'a pas réussi. C'est l'un des grands échecs de la diplomatie de

¹⁰ Ruban aux rayures orange et noires, symbole de la victoire de l'Armée rouge sur l'Allemagne nazie, devenu celui du patriotisme prôné par le Kremlin. Des millions de Russes ont porté le ruban de Saint-Georges lors des commémorations du 70^{ème} anniversaire de la victoire alliée et soviétique sur l'Allemagne nazie. Et depuis une décennie, ce ruban est de sortie à chaque commémoration de la « Grande guerre patriotique », comme est appelée la Seconde Guerre mondiale en Russie.

Jean-Yves Le Drian qui avait beaucoup investi dans ce dossier. Et la France est complètement évincée du théâtre libyen alors que c'est elle qui y a mis le chaos.

Je ne pense pas que l'effacement de l'Occident du Moyen-Orient soit une bonne nouvelle pour la région parce qu'il arrive aux Occidentaux d'avoir de bonnes idées. Je me souviens de la manière dont George H. Bush (un réaliste, un kissingérien alors que son fils était un néoconservateur) avait organisé une conférence de Madrid qui s'était révélée un succès et avait abouti à la poignée de main Yitzhak Rabin - Yasser Arafat de 1993 sur la pelouse de la Maison Blanche. Que se serait-il passé si Yitzhak Rabin n'avait pas été assassiné en novembre 1995 ? Ce sont les hommes qui font l'histoire...

Cette impuissance est une réalité à laquelle nous devons nous adapter.

Que peut-on proposer depuis une enceinte française ?

D'abord une politique qui rompe avec l'alignement sur les États-Unis.

Lorsque la France n'a pas été alignée sur les États-Unis, sa politique n'a pas si mal marché. Aujourd'hui le monde entier pense que Dominique de Villepin avait raison en février 2003 à l'ONU.

Nous ne devons plus nous aligner sur les Américains qui peuvent nous lâcher à la dernière minute.

Sur la Syrie, nous nous étions ralliés à la ligne de Barack Obama consistant à engager les frappes dès lors que les Syriens franchiraient la « ligne rouge » en utilisant l'arme chimique. Lorsque la DGSE a fait un rapport selon lequel les Syriens avaient utilisé l'arme chimique, François Hollande s'est donc préparé à partir en guerre contre le « méchant » Bachar. C'est alors qu'a été signé à Genève l'accord entre le russe Sergueï Lavrov et l'américain John Kerry, sans que François Hollande en eût été informé. Les Américains ne feraient pas la guerre. François Hollande a donc renoncé à cette guerre de pur alignement sur les États-Unis. Si une guerre est justifiée, il faut la faire. La France n'aurait-elle pas eu les moyens militaires de battre un petit pays comme la Syrie qui était sa colonie en 1945 ? François Hollande a ridiculisé la politique étrangère française.

Autre circonstance où nous avons été abandonnés en rase campagne par les Américains : le 6 octobre 2019, après avoir parlé à Recep Tayyip Erdogan, Donald Trump abandonne les Kurdes syriens et les Américains décident de quitter les bases où nos propres soldats étaient installés. Or Donald Trump n'a pas pris la

peine de passer un coup de fil à Emmanuel Macron qui, furieux, déclarera un peu plus tard dans une interview à *The Economist* que l'Otan était « en état de mort cérébrale ».

Il est donc essentiel que notre politique ne soit pas alignée sur celle des États-Unis.

Ensuite nous devons renoncer à toute politique d'ingérence.

D'abord parce que c'est une remise en cause contre-productive du système onusien, lequel n'a pas toutes les qualités mais constitue quand même une nette amélioration par rapport à ce qui se faisait avant la Guerre de 1940.

Ensuite parce que trois conditions doivent toujours être remplies pour qu'une expédition humanitaire (une « expédition d'humanité », disait-on avant la Guerre de 14) réussisse :

Première condition : avoir une solution de remplacement au pouvoir que l'on renverse. Se débarrasser d'un Saddam Hussein ou d'un Bachar el-Assad suppose d'avoir prévu une alternative pour le remplacer.

Deuxième condition : peut-on garantir aux populations civiles que nous sommes censés protéger que leur situation sera meilleure après notre intervention qu'avant ? Je suis allé plusieurs fois en Libye et en Irak après les interventions occidentales, je n'ai pas trouvé une seule famille qui ne regrette pas le temps ancien. En effet, nous Occidentaux avons oublié dans notre politique étrangère et dans notre politique moyen-orientale que pis que la dictature il y a l'anarchie, et pis que l'anarchie, la guerre civile.

Troisième condition : ménager les intérêts à moyen et long termes de la puissance occidentale que vous lancez dans la guerre. En Libye, les intérêts français n'ont pas été ménagés puisque tous nos alliés sahéliens ont été déstabilisés et que la Libye est devenue une immense plate-forme pour le trafic illégal d'êtres humains en Méditerranée.

Pour essayer de façonner l'avenir de notre diplomatie à l'égard du monde arabo-musulman, il faudra toujours se souvenir que l'intervention française en Libye de 2011 a constitué la plus grave faute de politique extérieure de toute l'histoire de la Cinquième République.

Je vous remercie.

Merci, Monsieur Girard, pour cet exposé magistral, aux vues englobantes qui réconcilient la stratégie et le principe.

Vous avez pointé un élément essentiel : s'ils maintiennent leurs forces en mer, dans les airs et dans l'espace, les États-Unis ne veulent plus être présents sur le sol du Moyen-Orient (si ce n'est sur quelques sites comme Doha). « Le syndrome du Vietnam est enfoui pour toujours dans les sables de l'Arabie », avait déclaré le Président Bush père au lendemain de la capitulation irakienne, en mars 1991. L'erreur historique dont vous avez parlé, l'engagement américain au Vietnam, sous J. F. Kennedy, s'était finalement traduit par le repli des États-Unis hors d'Asie en dehors de quelques bases périphériques. De la même manière, au Moyen-Orient, les États-Unis ne seront plus guère présents en Irak et en Afghanistan.

Que pouvons-nous faire ?

Avoir une politique de principes. Penser à voix haute, comme l'a dit Pierre Conesa, faire savoir quels sont nos principes. Mais quand on n'a plus de principes, on ne peut plus penser à voix haute. Nous ne proclamons plus des principes aussi simples que ceux que vous avez rappelés, tel le principe de non-ingérence, parce que nous l'avons abandonné il y a très longtemps tout en prétendant le contraire.

C'est à cette clarté qu'il faudrait revenir si nous voulions avoir une politique de gestion intelligente des situations compliquées qui prévalent dans cette partie du monde. Il ne s'agit pas de renoncer à avoir une politique mais d'avoir une politique intelligente, conforme à nos intérêts, à l'intérêt national, dont personne ne parle plus, et à l'intérêt de l'Europe plus généralement.

Mais constatons qu'au Proche et au Moyen-Orient les Européens ne sont pas d'accord entre eux. Les pays d'Europe centrale et orientale et quelques autres sont alignés sur les États-Unis. Nous-mêmes sommes un peu seuls. Plus que pacifiques, les Allemands sont pacifistes, ce qui pose quand même un problème en matière de politique de défense et de politique étrangère. Nous devons donc agir avec nos propres moyens, ce qui ne nous confère pas la force d'une super-puissance, mais au moins savons-nous ce qu'est le pré carré de nos intérêts vitaux. Par ailleurs, nous ne manquons pas de moyens d'influence. Je crois absolument nécessaire de redéfinir une politique sur le Proche et le Moyen-Orient, sur une vue d'ensemble, ce qui ne peut être fait qu'à partir d'une position française. Tout ce qui est dit sur

la défense européenne, la politique étrangère européenne, n'est pas réaliste, ne correspond pas à la réalité, n'est pas possible dans une Europe à 27 dont la majorité des membres applaudit aux récentes initiatives américaines. Il faut avoir le courage de le dire. Ce qui est possible, c'est de faire entendre la voix d'une France indépendante.

Débat final

RÉGIS DEBRAY

J'aimerais vous demander votre avis sur la façon dont la France a salué les récents efforts du Président américain dans la région, semblant approuver l'initiative absolument ahurissante, ubuesque, de l'accord imposé par Donald Trump à la Palestine, sans consultation des Palestiniens. On n'a jamais vu une telle violation des principes les plus élémentaires de la vie internationale.

Jean-Pierre Chevènement parlait de principes, je m'étonne de l'absence totale de dignité de la France dans cette affaire.

DANS LA SALLE

Vous avez évoqué les motivations de ce qui se passe dans la région : le lobby saoudien, l'Iran, le lobby israélien aux États-Unis. Il semble que les intérêts économiques et l'accès aux ressources motivent tous les acteurs de la région, y compris les Russes. On le voit aujourd'hui avec l'axe qui se construit entre l'Égypte, Israël et Chypre par rapport aux ressources gazières alors que la Turquie, qui se trouve un peu écartée de ce jeu, se cherche une excuse supplémentaire pour intervenir en Libye.

Depuis quelques années, je ne comprends plus la politique étrangère française. Où est l'intérêt de la France dans ces problèmes ? L'intervention en Libye a été catastrophique et nous continuons à faire les mêmes erreurs. C'est le cas en Syrie où on a essayé de vendre à l'opinion publique française et européenne que nous

allions exporter un modèle de liberté. Mais à quelles forces, dans ce pays, le « dictateur » est-il confronté ?

DANS LA SALLE

Il semble y avoir consensus sur le fait que la France doit disposer d'une certaine indépendance et ne plus être alignée sur les États-Unis.

Le projet gaullien reprenait un peu l'idée qu'exprimait Charles Maurras en 1910 dans *Kiel et Tanger, 1895-1905. La République française devant l'Europe*. La France doit être le chef de file des nations moyennes, une petite puissance face aux grandes puissances. Or le monde arabo-musulman, au Proche-Orient, est constitué de puissances moyennes. L'Iran lui-même est une puissance moyenne à l'échelle globale.

Avons-nous aujourd'hui la capacité de dire non aux États-Unis ? Le Président Macron a récemment mis en cause « l'État profond », après le rapprochement avec la Russie judicieusement encouragé par Jean-Pierre Chevènement. *Quid* de la *French-American Foundation* et de la colonisation numérique avec les GAFAM, sans oublier l'extraterritorialité du droit américain ?

Face à cette forme de colonisation monétaire, économique et numérique, la France a-t-elle la capacité de dire non ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

À propos de la puissance des groupes d'intérêts et de ceux qui soutiennent inconditionnellement la politique du gouvernement de Benyamin Netanyahu, je rappellerai que je suis partisan d'une politique à deux États depuis 1972. Elle était inscrite dans le programme socialiste que j'avais fait adopter. C'était déjà très difficile à l'époque, cela ne s'est pas arrangé depuis. Mais, comme l'a très bien dit Pierre Conesa, il y a aux États-Unis un lobby encore plus puissant que l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*), c'est celui des chrétiens évangéliques qui pèse sur la politique américaine au moins autant que le lobby pro-Netanyahu que j'appellerai « likoudnik » (j'essaie d'employer des mots justes qui permettent d'éviter tout ce qui pourrait donner lieu à une dérive qu'on déplorerait mais qu'on aurait soi-même initiée).

L'intérêt de la France... qui en parle depuis une bonne trentaine d'années ?

On a substitué au paradigme de l'intérêt national celui de la construction de l'Europe. On parle de l'Europe, « notre avenir », on ne parle plus guère de la France, notre patrie, renvoyée un peu dans les limbes du passé.

Ceci a un prix. Quand on abandonne la nation et l'État, on récolte à long terme l'incivisme. C'est ce que nous voyons aujourd'hui dans des domaines qui n'ont rien à voir avec les questions de politique étrangère que nous avons traitées ce soir. On voit par exemple des fonctionnaires de l'État refuser de surveiller des épreuves du Bac, ce qui est totalement contraire à leur statut. C'est inédit ! C'est l'aboutissement de la philosophie qui s'est imposée depuis plus de cinquante ans selon laquelle « il est interdit d'interdire ». Nous récoltons les fruits de ce qui a été semé par l'inconscience d'un certain nombre de dirigeants et d'intellectuels médiatiques. On a laissé prospérer cette gangrène.

L'intérêt national de la France... il serait peut-être temps de s'y référer. C'est difficile.

À l'échelle du monde, les États-Unis ont établi le fait que le dollar est la monnaie mondiale. Quiconque veut réaliser une opération en dollar tombe sous le coup des sommations du DOJ (*Department Of Justice*) américain, en application du droit extraterritorial américain. Les géants du numérique sont tous américains.

Dans le domaine de la défense, le budget américain est de 750 milliards de dollars alors que le nôtre dépasse un peu la quarantaine. Mais quand j'entends dire qu'on ne peut rien au Sahel sans les Américains, je pense qu'il y a un problème. Nous pourrions trouver des solutions logistiques avec l'Ukraine et la Russie qui louent volontiers leurs avions Antonov. Nous pourrions aussi nous doter de drones français. À d'autres époques, nous avons construit des sous-marins nucléaires, il n'est quand même pas plus difficile de faire un drone qu'un sous-marin nucléaire ! S'il y avait une volonté politique, cela finirait par se faire.

Certes les marges sont étroites. Mais, à d'autres périodes de notre existence en tant que nation, les marges étaient encore plus étroites. En 1940, elles étaient vraiment infimes. Pourtant la volonté, la persévérance, la ténacité ont fini par l'emporter et nous existions encore comme nation relativement indépendante, il y a une trentaine ou une quarantaine d'années. Aujourd'hui je n'en suis plus sûr, mais je pense que nous pourrions le redevenir en faisant en sorte que notre indépendance ne soit pas tournée contre l'Europe, bien au contraire, il s'agit de

participer à long terme à la construction d'une Europe européenne, mais cela se fait à partir de bases sur lesquelles nous avons des moyens d'action.

Vous avez parlé des ressources gazières. Évidemment, il y a le droit de la mer... Je pense que l'accord entre la Grèce et Israël a plus de chances de se réaliser que le projet turc pour la raison que les Turcs n'ont pas beaucoup d'alliés en Méditerranée.

Je ne suis pas « anti-turc », je tiens à le préciser. Je suis sidéré de voir la légèreté avec laquelle on s'exprime sur le problème kurde, comme s'il était possible de constituer un Kurdistan indépendant à l'échelle du Moyen-Orient ! Voilà presque trente ans que j'entends cela, même au sein des gouvernements auxquels je participais. En 1988, Bernard Kouchner soutenait cette thèse. On voit où elle nous a conduits. Vouloir créer un État kurde indépendant alors qu'il y a 15 millions de Kurdes en Turquie est une aberration. Il faudrait le dire. Je vois des pétitions signées par un tas de gens au demeurant très estimables. Se rendent-ils compte qu'ils ouvrent la voie à une guerre de trente ou quarante ans ? L'intérêt de la France est de dire les choses telles qu'elles sont et de faire savoir que nous ne sommes pas pour un État kurde indépendant. Cela permettrait aussi de retrouver des relations plus normales avec la Turquie, un pays difficile que Jean-Claude Cousseran connaît bien. Et bien entendu de prôner des solutions d'autonomie culturelle pour les Kurdes dans les différents États où ils sont présents.

RENAUD GIRARD

Il ne faut pas exagérer le calcul économique des Occidentaux qui voudraient profiter du Moyen-Orient. Il y a une motivation beaucoup plus importante et plus violente que le *greed*, que la recherche du profit, c'est l'idéologie. C'est à tort qu'on a cru que les Américains étaient allés en Irak en 2003 pour s'emparer du pétrole (pétrole que les Américains achetaient à Saddam Hussein). Mais la force de l'idéologie néoconservatrice était extrêmement prégnante aux États-Unis : On allait installer la démocratie, par contagion, dans tous les pays du Moyen-Orient ! On allait changer les régimes. ! L'exceptionnalisme américain allait réussir et éradiquer la corruption du Moyen-Orient ! Et on aurait la paix avec Israël parce

qu'Emmanuel Kant nous a appris que les démocraties ne se faisaient pas la guerre¹¹...

Je crois qu'on exagère l'importance des intérêts économiques dans la politique internationale.

DANS LA SALLE

Je pensais assister à une conférence sur l'Iran. Mais peu de choses ont été dites sur l'Iran. Je sais pour l'avoir déjà entendu que François Nicoullaud est un très grand spécialiste de ce pays, qu'il a une culture profonde de l'Iran. Il pourra peut-être témoigner que le plus grand spécialiste français du chiisme, celui qui a fait redécouvrir le chiisme même aux Iraniens, était le Français Henry Corbin.

FRANÇOIS NICOULLAUD

Cela a un peu évolué depuis !

DANS LA SALLE

Cela a certes évolué depuis, mais je pense que si on veut bien comprendre la nature du régime, il faut cesser de le diaboliser systématiquement, essayer de comprendre la culture de l'autre et ne pas le présenter forcément comme un fanatique. Ali Khamenei, par exemple, n'est pas un élu mais il est au pouvoir depuis 35 ou 40 ans, il est extrêmement intelligent, excessivement rusé, il parle un persan d'une qualité assez incroyable. Il faut respecter les autres dirigeants.

Je m'inscris dans la démarche de Jean-Pierre Chevènement, une démarche de respect, de connaissance profonde de l'autre.

Ma question est la suivante : quel est le rapport profond des élites françaises avec les élites iraniennes ? Ce soir j'ai l'impression qu'il n'y en a pas.

¹¹ Dans son *Projet de paix perpétuelle* (1795), Emmanuel Kant considérait que les démocraties ne pouvaient se lancer dans des guerres.

J'ai au contraire souhaité élargir le débat en posant la question de la nature du régime iranien, un régime religieux, et de ce qu'est la conception des fins qui l'imprègne de façon à rentrer mieux dans la tête des Iraniens qui ne pensent pas tous de la même manière. La pluralité d'interprétations des mêmes textes est un point important dans l'islam chiite, ce qui, curieusement, le rapproche de l'interprétation qui est la base du Talmud chez les juifs. La tradition sunnite hanbalite, qu'a rappelée Pierre Conesa, et la pratique du chiisme duodécimain sont très différentes.

Ce débat ne pouvait pas aller trop loin en raison des interférences entre l'Orient et l'Occident, nombreuses en Iran. En effet, ce pays, situé entre l'Europe et l'Inde, est un lieu de confluences et d'influences et la pensée chiite est imprégnée de l'influence des idées néo-platoniciennes, des idées françaises. Des hommes comme René Guénon (1886-1951) sont lus et appréciés par les élites chiites en Iran. Vous avez cité Henry Corbin (1903-1978) qui avait succédé à Louis Massignon comme directeur d'études « Islamisme et religions de l'Arabie » à l'École Pratique des Hautes Études où exercent aujourd'hui encore Christian Jambet et des gens tout à fait remarquables qui comptent parmi les meilleurs spécialistes de cette question. J'ai personnellement connu Jacques Berque qui fut titulaire de la chaire d'Histoire sociale de l'islam contemporain au Collège de France de 1956 à 1981. D'aucuns déplorent le déclin de l'orientalisme en France mais je pense que cette curiosité réciproque de la France et de l'Iran existe toujours.

Il faut éviter les poncifs qui ne font qu'attiser les ressentiments. On ne peut parler de mépris et d'ignorance entre Français et Iraniens. Il y aurait certainement attirance au contraire. Quand on connaît l'Iran et les lieux culturels que le Président Trump a promis de détruire, on ne peut que penser qu'il s'agirait d'une hérésie monstrueuse car ils font partie du patrimoine de l'humanité. Les Français sont souvent très intéressés et nombreux à visiter ces sites.

Je ne répondrai pas dans le détail aux questions qui seraient des procès d'intention faits à la Fondation Res Publica qui n'est l'émanation d'aucune force politique. Fondation reconnue d'intérêt public et indépendante de tout parti, chacun s'y exprime dans l'intention de toucher d'un peu plus près la vérité, animé par le souci de l'objectivité, non par un souci de prosélytisme.

DANS LA SALLE

François Nicoullaud a dit que les entreprises occidentales ne voulaient pas travailler avec l'Iran. Pourtant l'Iran offre un marché immense aux entreprises américaines. Pourquoi ne voudraient-elles pas aller dans ce pays ?

Les États-Unis ont la bombe atomique. On voit d'ailleurs ce qu'ils en ont fait. Israël, le Pakistan ont la bombe atomique. Pourquoi pas l'Iran ? Pourquoi certains pays ont-ils le droit d'avoir la bombe atomique et pas l'Iran ? Vous avez très bien dit que ce pays n'a pas agressé d'autres pays depuis très longtemps.

DANS LA SALLE

Renaud Girard parlait à propos de l'intervention française en Libye d'un plantage du « en même temps ». Je suis curieuse de connaître l'opinion des autres intervenants sur cette intervention française de 2017¹².

DANS LA SALLE

Ma question concerne le détroit d'Ormuz. Si j'ai bien compris, ce détroit, qui était protégé par les Américains, serait désormais défendu par une alliance Iran, Chine et Russie ?

RENAUD GIRARD

C'est en mer d'Oman qu'ont eu lieu ces manœuvres navales, non loin du détroit d'Ormuz. C'est un signe. Aujourd'hui ne sont présentes dans le Golfe persique que les marines occidentales, principalement la Cinquième flotte américaine, et

¹² En marge du sommet Union européenne-Union africaine d'Abidjan, le président français Emmanuel Macron avait annoncé le 29 novembre 2017 la mise en place d'une « *task force* » chargée de venir en aide aux migrants clandestins coincés en Libye et de combattre les réseaux de passeurs.

la marine iranienne. Mais c'est la première fois que des manœuvres entre Russes, Iraniens et Chinois, qui sont des rivaux des Américains, ont lieu si près des bases que possèdent les Américains à Oman, au Qatar... dans tout le Golfe persique. C'est un signal qui dit clairement : « nous allons défendre nos intérêts économiques grâce à nos forces armées ». D'autant que les Chinois disposent désormais d'une base militaire permanente à Djibouti, à 2 000 kilomètres au Sud-Ouest du détroit d'Ormuz, symbole d'un changement de posture stratégique.

FRANÇOIS NICOUILLAUD

Un mot sur l'intérêt réciproque des élites.

Du côté français, cela a été dit par Jean-Pierre Chevènement, il y a toujours eu un grand intérêt, un grand respect, une grande curiosité pour l'Iran depuis les XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. Chacun connaît le roman épistolaire de Montesquieu, les *Lettres persanes* (1721) mais les exemples sont nombreux. Les Français ont joué un rôle vraiment très important dans l'archéologie, dans la recherche sur les textes religieux, sur le chiisme, etc. On ne peut pas dire que nous nous soyons désintéressés de l'Iran. Les iranologues français sont d'excellente qualité.

Mais objectivement nous avons un problème aujourd'hui, c'est que le système iranien n'aime pas que l'on soit trop curieux et que l'on s'intéresse trop à l'Iran. Je rappelle que deux universitaires français, Fariba Adelkhah et Roland Marchal, y sont emprisonnés, on ne sait pas très bien pourquoi. À vrai dire, toute personne qui s'intéresse un peu trop à l'Iran est soupçonnée d'espionnage. L'intérêt pour l'Iran n'est donc pas forcément encouragé par la partie iranienne, même si en Iran il y a des élites qui aiment profondément la France, qui la connaissent très bien et aimeraient que les liens soient moins distendus.

Les entreprises américaines, objectivement, ne sont pas présentes en Iran. Quand l'accord nucléaire de Vienne a été conclu en 2015, les entreprises européennes ont eu le droit de revenir en Iran, mais pas les entreprises américaines. La raison en est que les lois américaines sont difficilement modifiables. Toute politique de sanctions punit le sanctionneur à un moment ou à un autre. Boeing, par exemple, ne vend pas d'avions à l'Iran alors qu'il aimerait beaucoup en vendre. Airbus n'en vend d'ailleurs pas plus. Les Américains ne gagnent de l'argent en Iran que dans les domaines qui, en principe, ne sont pas

soumis à sanctions : les produits agro-alimentaires et tout ce qui est médical, santé et hygiène. Il arrive même qu'on observe des flux assez importants, de céréales par exemple. Les Américains ont renoncé, à une certaine époque, aux marchés d'exploration pétrolière et gazière qui ont alors été emportés par des compagnies européennes. Si Total a très bien travaillé en Iran – et a été très apprécié par les Iraniens – c'est parce que Conoco, qui en fait avait emporté le marché, n'a pas pu intervenir.

Pourquoi l'Iran n'a-t-il pas la bombe ?

La première raison est juridique : il n'a pas la bombe parce qu'il a pris l'engagement irrévocable de ne pas avoir la bombe. Le Shah a sans doute regretté d'avoir signé un peu vite le Traité de non-prolifération nucléaire, mais l'Iran l'a signé alors que ni le Pakistan, ni Israël, ni l'Inde ne l'ont signé. Je reconnais que cette réponse n'est pas la plus satisfaisante.

Si l'Iran n'a pas la bombe, c'est aussi parce qu'il n'a pas de vrai motif de détenir cette arme. Personne, même Israël, n'envisage de faire disparaître l'Iran de la carte. Les constructions d'arsenaux nucléaires sont liées à des oppositions par couples : États-Unis/URSS, Chine/Inde, Pakistan/Inde, etc. Israël s'est construit un arsenal nucléaire à une époque où il était objectivement menacé par le monde arabe. La situation a changé mais l'arsenal nucléaire est toujours là. Mais même Israël aujourd'hui n'a pas l'intention de raser l'Iran, sauf à être lui-même frappé par une bombe atomique. L'Iran avait une raison de se doter de l'arme nucléaire lorsque Saddam Hussein voulait acquérir la bombe. Si l'Iran a eu à un moment l'ambition active de produire la bombe c'était en pensant à Saddam, pas à Israël.

PIERRE CONESA

Je viens de finir un travail sur les radicalismes religieux dans lequel j'embrasse à la fois les néo-évangéliques américains, les juifs radicaux, les salafistes et, derniers arrivés sur le marché, les hindouistes et les bouddhistes. Je note d'ailleurs que la notion de massacre prend parfois des proportions beaucoup plus importantes chez les bouddhistes, réputés pacifistes par nature, que dans d'autres espaces de crises.

Ces radicalismes religieux sont tous construits sur le même système : victimisation donc idée de vengeance.

Contrairement à ce que l'on peut penser, le lobby juif, l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*) est sur une position beaucoup plus libérale que les néo-évangélistes américains qui sont sur des postulats théologiques : la constitution du Grand Israël sera le moment où arrivera le Messie, avec l'ambiguïté que j'évoquais.

Ce phénomène des radicalismes présente une caractéristique en politique internationale c'est son rapport avec les diasporas. La première conséquence des mondialisations est en effet la dispersion de ces populations qui aujourd'hui vivent hors de leur aire culturelle. On constate que ces diasporas jouent souvent le rôle d'écho, voire d'amplification, de ces radicalismes religieux. Par exemple, beaucoup de juifs pieds-noirs qui n'avaient pas été touchés par la Shoah sont devenus likoudniks en arrivant en France pour se prétendre aussi juifs que les autres juifs qui avaient souffert dans les camps. C'est pourquoi ils soutiennent Israël jusqu'au bout. On observe aujourd'hui le même phénomène chez les communautés musulmanes où toute critique de l'islam vous vaut d'être taxé d'islamophobie. De même, la diaspora indienne d'Angleterre considère les critiques adressées au gouvernement BJP (*Bharatiya Janata Party*, Parti indien du peuple) comme une manifestation d'hindouphobie. Je pourrais multiplier les occurrences où ces diasporas jouent le rôle de cristallisation de la problématique : il faut systématiquement défendre la position du pays parce que l'autre ne peut qu'être dans des postures de dénigrement de l'identité. D'où, d'ailleurs, le terrorisme endogène. Depuis que Daech a disparu, la plupart des attentats terroristes sont nés dans le territoire français ou dans les pays occidentaux, comme en Angleterre récemment, impliquant des gens qui n'ont jamais vécu dans leur pays d'origine.

Ma dernière remarque portera sur la fabrication de l'ennemi, mon sujet favori.

En ce moment, l'ennemi c'est la Chine. Les manœuvres dans la mer d'Oman sont dues au fait que le pétrole du Moyen-Orient ne va plus en Occident mais en Asie. Quand les Chinois s'emploient à leur tour à protéger leurs routes d'approvisionnement, s'agit-il un acte agressif ou d'un acte normal de régulation de la vie internationale ? Pour avoir travaillé dans les milieux stratégiques, je peux vous donner la réponse.

Il en est de même avec la Russie : en Grande-Bretagne, Skripal, ancien du FSB, est victime d'une tentative d'assassinat par un agent neurotoxique. Sanction ! Blocage des comptes des oligarques, etc. En Arabie saoudite, Jamal Khashoggi est

assassiné et découpé en morceaux dans des conditions effroyables. On explique que cela partait peut-être d'une bonne intention...

Comme vous le savez les Chinois écoutent tout le monde... J'avais cru comprendre que c'était la NSA qui écoutait Angela Merkel... mais ce n'est pas pareil, c'est un allié.

On voit que dans la fabrication de l'ennemi le discours américain est resté extrêmement prégnant. Il serait bon que nous puissions arriver à penser autrement.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Sur la Libye, Renaud Girard a exprimé un jugement qui est largement partagé, en tout cas par moi... C'était effectivement une grave erreur de la part de Nicolas Sarkozy, Président de la République à l'époque, d'avoir outrepassé la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Merci à vous tous. Merci aux intervenants.

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ÉTATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTÉGRATION, LAÏCITÉ, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

LES ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL

Colloque du lundi 4 juillet 2016

LA DÉMOGRAPHIE EN EUROPE ET SES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Colloque du lundi 24 octobre 2016

L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ PAR LE PEUPLE : LIMITES, SOLUTIONS

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION, MYTHE OU RÉALITÉ ? QUELLE STRATÉGIE POUR LA FRANCE ?

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OÙ VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMÉRICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTÉ D'ÊTRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ÉCOLE AU DÉFI DE L'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT RÉPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DÉSERTIFICATION ET RÉANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATÉGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DÉMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI
Colloque du lundi 22 octobre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**
Colloque du lundi 19 novembre 2018

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES
Colloque du mercredi 5 décembre 2018

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?
Colloque du mardi 29 janvier 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**
Séminaire du mardi 2 avril 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?
Colloque du mardi 16 avril 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES
Colloque du lundi 6 mai 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE
Colloque du mardi 18 juin 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**
Séminaire du mardi 2 juillet 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**
Colloque du mardi 24 septembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?
Colloque du mardi 5 novembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?
Colloque du mardi 3 décembre 2019

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'Administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **Peut-il y avoir une démocratie européenne ?** », janvier 2020.
- **Benjamin Morel**, maître de conférence en Droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas, docteur en Science politique de l'École Normale Supérieure Paris-Saclay, « **Le droit à la différenciation, les dangers d'une révision constitutionnelle** », juillet 2019.
- **Alain Dejammet**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Samuel P. Huntington revisité** », avril 2019.
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.
- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »).
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014).
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et **Pierre Hess**, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** », avril 2015.
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015).

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- « **Le couple franco-allemand n'existe pas** » note de lecture du livre de Coralie Delaume, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas* (Michalon, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Une approche réaliste des problèmes internationaux** », note de lecture du livre d'Hubert Védrine, *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine** », note de lecture du livre d'Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Déchiffrer le monde** », note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une 'industrie idéologique'** », note de lecture du livre de Pierre Conesa *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Vers un monde hyper industriel** », note de lecture du livre de Pierre Veltz *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La concorde civique face au spectre de la guerre civile** », note de lecture du livre de David Djaiz *La guerre civile n'aura pas lieu* (Éditions du Cerf, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en mars 2020